

# MÉMENTO DES ASBL 2019

MICHEL DAVAGLE

*Conseiller juridique auprès des ASBL SEMAFOR et SEMAFORMA d'Ans  
Membre, chez Wolters Kluwer, du comité de rédaction de la banque de données  
« Jura Bibliothèque ASBL » et « ASBL Info »*

Cette vingt-troisième édition est à jour au 1<sup>er</sup> juin 2019.

Editeur responsable : Paul De Ridder

© 2019 Wolters Kluwer Belgium SA  
Zénobe Gramme (bâtiment G)  
Square des Conduites d'Eau 9-10  
4031 Liège

**Service clientèle et adresse de correspondance :**

Motstraat 30  
2800 Malines  
Tél. : 015 78 76 00  
client.BE@wolterskluwer.com  
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2019/2664/039  
ISBN 978-94-03-00679-6  
BP/MEAS-PI19001

# TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

Préface	V
Avant-propos	VII
La date d'entrée en vigueur du Code des sociétés et des associations et les dispositions transitoires	IX
Principales abréviations	XIII
<b>PARTIE 1 LA NOTION D'ASSOCIATION ET LA DÉFINITION DE L'ASBL</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup> L'ÉVOLUTION DU DROIT D'ASSOCIATION</b>	<b>3</b>
<b>1. Aperçu</b>	<b>3</b>
<b>2. L'Ancien Régime</b>	<b>3</b>
<b>3. La Révolution française</b>	<b>3</b>
<b>4. La Constitution belge de 1831</b>	<b>5</b>
<b>5. La situation des associations au XIX<sup>e</sup> siècle</b>	<b>6</b>
5.1. L'interdiction des coalitions ouvrières	6
5.2. Les tentatives politiques d'accorder la personnalité juridique à certaines associations	7
5.3. Les sociétés de secours mutuels	7
5.4. Les unions professionnelles	8
<b>6. La situation des associations au début du XX<sup>e</sup> siècle</b>	<b>9</b>
6.1. Les associations internationales à but scientifique	9
6.2. L'octroi de la personnalité juridique à certaines associations	9
<b>7. La consécration du principe de la liberté d'association</b>	<b>9</b>
7.1. Les principes édictés par la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association	10
7.2. Les sanctions pénales	11
<b>8. La loi du 27 juin 1921</b>	<b>11</b>
8.1. Le projet de loi	11
8.2. Les travaux parlementaires relatifs à la loi du 27 juin 1921	12
<b>9. La loi du 2 mai 2002</b>	<b>12</b>
<b>10. Le Code des sociétés et des associations</b>	<b>12</b>
<b>11. Principales critiques du Code des sociétés et des associations</b>	<b>13</b>

<b>CHAPITRE 2 LA LOI DU 24 MAI 1921 GARANTISSANT LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION</b>	15
1. <b>Aperçu</b>	15
2. <b>Le contenu de la loi garantissant la liberté d'association</b>	15
3. <b>La portée de la loi garantissant la liberté d'association</b>	16
4. <b>Les aspects individuels de la liberté d'association</b>	16
4.1. Le droit d'adhérer à une association de son choix	16
4.2. L'obligation de respecter le règlement et les décisions de l'association	17
4.3. Le droit de se retirer de l'association	17
4.4. Le droit de ne pas faire partie d'une association	17
5. <b>Les aspects collectifs de la liberté d'association</b>	18
6. <b>Les sanctions liées à la loi du 24 mai 1921</b>	18
6.1. La nullité des clauses contraires à la loi	18
6.2. Les sanctions pénales	19
6.2.1. L'élément matériel	19
6.2.2. L'élément intentionnel	19
7. <b>Le droit de se réunir</b>	20
7.1. La réunion privée	20
7.2. La réunion publique dans un lieu clos et couvert	21
7.3. Les rassemblements en plein air	22
<b>CHAPITRE 3 L'ASSOCIATION A LA CROISÉE DE CHEMINS CONTRADICTOIRES</b>	23
1. <b>Aperçu</b>	23
2. <b>Entre l'État et le Marché</b>	23
3. <b>Et les autres associations</b>	25
4. <b>Des associations aux multiples visages</b>	25
4.1. Les associations de production ou de reproduction	25
4.2. Les associations d'allégeance et de médiation	26
<b>CHAPITRE 4 L'IMPORTANCE ET LE POIDS ÉCONOMIQUE DU SECTEUR ASSOCIATIF</b>	27
1. <b>Aperçu</b>	27
2. <b>Les institutions belges sans but lucratif</b>	27
2.1. La notion d'institution sans but lucratif	27
2.2. Les principales caractéristiques	28
2.3. L'importance de la main-d'œuvre salariée	28
2.4. Le financement des ISBL	29

<b>3.</b>	<b>L'économie sociale en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale</b>	30
3.1.	La notion d'institution d'économie sociale (ES)	30
3.2.	Le nombre d'entreprises d'économie sociale	30
3.3.	Le profil des entreprises d'économie sociale	30
3.4.	L'emploi dans le secteur de l'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles	30
3.5.	Le profil des travailleurs	31
<b>4.</b>	<b>Le bénévolat</b>	32
<b>5.</b>	<b>L'importance des ASBL</b>	32
5.1.	Le nombre d'ASBL	32
5.2.	La création des ASBL	33
5.3.	La dissolution des ASBL	33
5.4.	L'augmentation annuelle du nombre d'ASBL	34
5.5.	Les ASBL dormantes	34
<b>CHAPITRE 5 LA DÉFINITION DE L'ASSOCIATION AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS</b>		35
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	35
<b>2.</b>	<b>La définition de l'association</b>	35
<b>3.</b>	<b>La définition de l'ASBL</b>	37
3.1.	La notion de but non lucratif	37
3.2.	La notion de gain matériel	38
3.3.	L'interdiction de réaliser des activités commerciales	39
<b>4.</b>	<b>L'existence de trois thèses contradictoires relatives à la définition de l'ASBL</b>	39
4.1.	La première thèse (thèse « libérale »)	40
4.2.	La deuxième thèse (thèse restrictive)	42
4.3.	La troisième thèse (la thèse la plus restrictive)	43
4.4.	Tableau comparatif	45
4.5.	Qu'en penser ?	46
<b>CHAPITRE 6 LA DÉFINITION DE L'ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF AU REGARD DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS</b>		49
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	49
<b>2.</b>	<b>Le texte légal</b>	49
<b>3.</b>	<b>La terminologie utilisée</b>	50
<b>4.</b>	<b>La suppression entre les actes civils et les actes commerciaux</b>	50

<b>5.</b>	<b>La distinction entre les sociétés et les associations</b>	50
<b>6.</b>	<b>La notion d'avantages patrimoniaux</b>	51
6.1.	La notion d'avantages patrimoniaux directs	51
6.1.1.	L'octroi d'avantages patrimoniaux directs aux membres ou aux administrateurs	52
6.1.2.	L'octroi d'avantages patrimoniaux directs aux tiers	52
6.2.	La notion d'avantages patrimoniaux indirects	53
6.2.1.	Le principe	53
6.2.2.	La possibilité d'accorder certains avantages patrimoniaux indirects aux membres ou aux administrateurs	54
6.2.3.	La possibilité d'accorder des avantages patrimoniaux indirects à des tiers	55
<b>7.</b>	<b>Quelques questionnements</b>	55
 <b>PARTIE 2 LES NOTIONS DE PERSONNE MORALE, D'ORGANE ET DE MANDAT</b>		57
<b>CHAPITRE 7 LA NOTION DE PERSONNE MORALE</b>		59
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	59
<b>2.</b>	<b>L'existence de plusieurs personnes morales</b>	59
2.1.	Les personnes morales de droit public	59
2.2.	Les personnes morales de droit privé	61
<b>3.</b>	<b>La notion de personne morale</b>	62
3.1.	La théorie de la réalité technique	62
3.2.	La capacité juridique des personnes morales	63
3.3.	Les limites de la personnalité morale	65
3.4.	La nature de la personne morale	65
3.5.	Le principe de spécialité légale	67
3.6.	Une limite légale	67
3.7.	Le principe de spécialité statutaire appliqué aux ASBL	68
3.7.1.	Le dépassement du but statutaire	68
3.7.2.	Le dépassement de l'objet statutaire	69
 <b>CHAPITRE 8 LA NOTION D'ORGANE</b>		71
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	71
<b>2.</b>	<b>La notion d'organe</b>	71
2.1.	L'existence nécessaire d'organes	71
2.2.	L'identification à la personne morale	72
2.3.	L'absorption	72
2.4.	Les dérogations au principe de l'absorption	73
2.5.	La détermination des organes	74

2.6.	La preuve à produire par l'organe dans l'exercice de son pouvoir de représentation	74
2.7.	Les critiques de la théorie de l'organe	74
<b>CHAPITRE 9 LA NOTION DE MANDAT</b>		<b>75</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>75</b>
<b>2.</b>	<b>Une notion empreinte de confusion</b>	<b>75</b>
2.1.	La définition du Code civil	75
2.2.	L'obligation de rendre des comptes	77
2.3.	Le mandat général et le mandat spécial	77
2.4.	La ratification de l'acte	78
2.5.	Le mandat apparent	79
2.6.	La fin du mandat	82
2.6.1.	La révocation du mandataire	83
2.6.2.	La renonciation du mandataire	84
2.7.	La responsabilité du mandataire	85
<b>PARTIE 3 LA CONSTITUTION DE L'ASBL</b>		<b>87</b>
<b>CHAPITRE 10 L'ACTE CONSTITUTIF</b>		<b>89</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>89</b>
<b>2.</b>	<b>La conclusion d'une convention</b>	<b>89</b>
<b>3.</b>	<b>L'obligation d'un écrit</b>	<b>90</b>
<b>4.</b>	<b>La forme de l'acte constitutif</b>	<b>90</b>
<b>5.</b>	<b>La langue de l'acte constitutif</b>	<b>90</b>
<b>6.</b>	<b>Le contenu de l'acte constitutif</b>	<b>91</b>
6.1.	L'identité des fondateurs	91
6.2.	Les statuts	92
6.3.	Les autres dispositions de l'acte constitutif	92
6.4.	La signature de la convention	93
<b>7.</b>	<b>L'assemblée générale constituante</b>	<b>93</b>
<b>8.</b>	<b>L'annulation de l'engagement d'un fondateur</b>	<b>94</b>
<b>9.</b>	<b>Le mineur d'âge</b>	<b>95</b>
<b>10.</b>	<b>Le nombre d'originaux à établir</b>	<b>96</b>
<b>CHAPITRE 11 L'EXTRAIT DE L'ACTE CONSTITUTIF</b>		<b>97</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>97</b>

<b>CHAPITRE 12 L'ACQUISITION DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE</b>	99
1. <b>Aperçu</b>	99
2. <b>Les différents modes d'acquisition de la personnalité juridique</b>	99
3. <b>Le moment de l'acquisition de la personnalité juridique pour les ASBL</b>	100
3.1. L'acte constitutif (rappel)	101
3.2. L'extrait de l'acte constitutif	101
3.3. La désignation des premiers administrateurs	101
3.4. La désignation des premiers représentants généraux	102
3.5. La désignation des premiers délégués à la gestion journalière	102
<b>CHAPITRE 13 LES FORMALITÉS DE DÉPÔT AU GREFFE DU TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE</b>	103
1. <b>Aperçu</b>	103
2. <b>Le dépôt « papier » des documents</b>	103
2.1. Les actes à déposer	103
2.2. La forme des documents	105
3. <b>Le formulaire I</b>	105
3.1. Les volets à compléter	105
3.1.1. Le volet A	105
3.1.2. Le volet B	105
3.1.3. Le volet C	105
3.2. Le nombre d'exemplaires du formulaire I à déposer	106
4. <b>L'immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises</b>	107
5. <b>Les publications aux <i>Annexes du Moniteur belge</i></b>	107
5.1. Les actes à publier	107
5.2. La preuve du paiement	107
5.3. La publication dans une autre langue	108
<b>CHAPITRE 14 LES FORMALITÉS DE DÉPÔT À L'E-GREFFE</b>	109
1. <b>Aperçu</b>	109
2. <b>Le dépôt électronique de l'acte de constitution</b>	109
3. <b>Les différentes étapes</b>	110
<b>CHAPITRE 15 LES SANCTIONS POUR NON-RESPECT DES FORMALITÉS</b>	113
1. <b>Aperçu</b>	113
2. <b>La non-acquisition de la personnalité juridique</b>	113



<b>3.</b>	<b>La nullité de l'ASBL</b>	114
3.1.	La limitation des causes de nullité	114
3.2.	La nullité <i>ex nunc</i>	115
3.3.	La liquidation de l'ASBL	115
<b>4.</b>	<b>La dissolution judiciaire</b>	116
<b>5.</b>	<b>La responsabilité des fondateurs</b>	116
<b>CHAPITRE 16 L'ASBL EN FORMATION</b>		117
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	117
<b>2.</b>	<b>La responsabilité de ceux qui s'engagent</b>	117
<b>3.</b>	<b>La reprise des engagements par l'ASBL</b>	118
3.1.	La possibilité de reprendre les engagements	118
3.2.	Les conditions pour la reprise des engagements	118
3.3.	La responsabilité du promoteur	119
3.4.	Les conséquences de la reprise des engagements	119
<b>4.</b>	<b>La non-reprise des engagements par l'ASBL</b>	120
<b>5.</b>	<b>La reprise des engagements après les délais fixés</b>	120
<b>6.</b>	<b>Les dérogations</b>	120
<b>PARTIE 4 LES STATUTS ET LE ROI</b>		121
<b>CHAPITRE 17 L'ÉTENDUE ET LES LIMITES DE LA LIBERTÉ STATUTAIRE</b>		123
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	123
<b>2.</b>	<b>La liberté contractuelle</b>	123
<b>3.</b>	<b>Les limites à la liberté contractuelle</b>	123
3.1.	Les dispositions impératives ou d'ordre public	123
3.2.	Les dispositions supplétives	124
3.3.	Les dispositions facultatives	125
<b>4.</b>	<b>La liberté d'association et la liberté statutaire au regard des normes d'agrément et de subventionnement édictées par les pouvoirs publics</b>	126
4.1.	Les dispositions contraignantes imposées par les pouvoirs publics	126
4.2.	La légalité du processus	127
<b>CHAPITRE 18 LES MENTIONS OBLIGATOIRES DES STATUTS</b>		129
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	129

<b>2.</b>	<b>Les différentes mentions qui doivent être reprises des statuts (rappel)</b>	129
<b>3.</b>	<b>Les mentions de l'acte constitutif qui ne doivent pas être reprises obligatoirement dans les statuts</b>	130
<b>4.</b>	<b>Les sanctions en cas d'omission des mentions obligatoires</b>	132
4.1.	La nullité de l'ASBL	132
4.1.1.	Les cas où la nullité de l'ASBL peut être prononcée	132
4.1.2.	La responsabilité des fondateurs	133
4.2.	Les mentions qui n'entraînent pas la nullité de l'ASBL	133
4.2.1.	La référence aux dispositions impératives minimales prévues par le Code	133
4.2.2.	La dissolution judiciaire	136
4.2.3.	La responsabilité des fondateurs	137
<b>CHAPITRE 19 QUELQUES COMMENTAIRES SUCCINCTS SUR CERTAINES MENTIONS OBLIGATOIRES</b>		139
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	139
<b>2.</b>	<b>La dénomination</b>	139
<b>3.</b>	<b>La Région dans laquelle le siège est établi</b>	139
<b>4.</b>	<b>Les nombres de membres</b>	140
4.1.	Le nombre minimum de membres	140
4.2.	Le nombre maximum fixé par les statuts	140
<b>5.</b>	<b>La description précise du but désintéressé</b>	141
<b>6.</b>	<b>La description précise de l'objet social de l'ASBL</b>	141
<b>7.</b>	<b>Les conditions et formalités d'admission et de sortie des membres</b>	143
<b>8.</b>	<b>Les attributions et le mode de convocation de l'assemblée générale</b>	144
<b>9.</b>	<b>La manière dont les résolutions sont portées à la connaissance des membres et des tiers</b>	144
<b>10.</b>	<b>Le mode de nomination et de cessation de fonctions ainsi que la durée du mandat administrateurs</b>	144
<b>11.</b>	<b>Le mode de nomination, de cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter l'ASBL, l'étendue de leurs pouvoirs de représentation et la manière de l'exercer</b>	145
11.1.	L'existence d'un organe de représentation générale	145
11.2.	En l'absence d'un organe de représentation générale	146
<b>12.</b>	<b>Le mode de nomination et de cessation de fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière et la manière d'exercer leurs pouvoirs</b>	146

<b>13. Le taux maximum des cotisations</b>	147
13.1. Une information indispensable pour les membres	147
13.2. Une disposition statutaire nécessaire	148
13.3. L'instance compétente pour déterminer le montant de la cotisation	148
13.4. Le montant de la cotisation	149
13.5. Le membre réputé démissionnaire	149
13.6. Le régime fiscal des cotisations	149
<b>14. Le but désintéressé auquel l'ASBL doit affecter son patrimoine en cas de dissolution</b>	149
14.1. L'emploi du patrimoine en cas de dissolution	150
<b>15. La durée de l'association</b>	150
<b>16. Les droits et obligations des membres adhérents</b>	151
<b>CHAPITRE 20 LA POSSIBILITÉ D'INSÉRER DES RÈGLES DE BONNE GOUVERNANCE</b>	153
1. Aperçu	153
2. La bonne gouvernance dans les sociétés	153
3. La bonne gouvernance dans les ASBL	154
4. La définition de la « bonne gouvernance »	155
5. L'intérêt social de l'ASBL dans une perspective de bonne gouvernance	157
6. La mise en place, dans les statuts, de principes de bonne gouvernance	157
6.1. La garantie d'un fonctionnement collégial des organes	157
6.2. Des propositions de dispositions statutaires	158
<b>CHAPITRE 21 LA POSSIBILITÉ D'INSÉRER DES RÈGLES COMPLÉMENTAIRES VISANT À CLARIFIER LE FONCTIONNEMENT DES ORGANES</b>	161
1. Aperçu	161
2. L'assemblée générale	161
3. Le conseil d'administration	162
<b>CHAPITRE 22 DES CONSIDÉRATIONS SUR CERTAINES CLAUSES STATUTAIRES PARTICULIÈRES</b>	163
1. Aperçu	163
2. La clause d'immutabilité	163
3. La clause de mutabilité	164

<b>4.</b>	<b>La clause arbitrale</b>	164
<b>5.</b>	<b>La clause de renonciation de toute action judiciaire</b>	165
<b>6.</b>	<b>La clause de médiation</b>	165
<b>7.</b>	<b>La clause d'avis</b>	166
<b>8.</b>	<b>Les clauses d'exonération de responsabilités ou de garantie</b>	166
<b>CHAPITRE 23 LE RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR</b>		167
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	167
<b>2.</b>	<b>La faculté d'édicter un règlement d'ordre interne</b>	167
<b>3.</b>	<b>L'intérêt d'adopter un règlement d'ordre intérieur</b>	168
<b>4.</b>	<b>La valeur normative du ROI</b>	168
<b>5.</b>	<b>Les limites à respecter dans les dispositions du ROI</b>	168
5.1.	Les règles impératives et statutaires	169
5.2.	L'omission d'une mention obligatoire prévue par le Code	169
5.3.	Les droits des membres et l'organisation et le fonctionnement de l'assemblée générale	170
<b>6.</b>	<b>L'organe habilité à adopter et à modifier le ROI</b>	170
<b>7.</b>	<b>Les membres adhérents</b>	170
<b>8.</b>	<b>Les tiers</b>	171
<b>9.</b>	<b>Les pouvoirs subsidiaires</b>	171
<b>10.</b>	<b>Les conditions de forme</b>	172
<b>11.</b>	<b>La publicité du règlement d'ordre intérieur</b>	172
<b>12.</b>	<b>Le règlement des litiges</b>	172
<b>13.</b>	<b>Les sanctions envers les membres et les membres adhérents</b>	173
<b>14.</b>	<b>Quelques mentions pouvant être insérées dans le ROI</b>	174
<b>PARTIE 5 L'IDENTIFICATION DE L'ASBL</b>		175
<b>CHAPITRE 24 L'OBLIGATION DE L'ASBL DE S'IDENTIFIER DANS SES RELATIONS AVEC LES TIERS</b>		177
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	177
<b>2.</b>	<b>Les éléments d'identification</b>	177
<b>3.</b>	<b>L'obligation de s'identifier</b>	177
3.1.	Les statuts	177
3.2.	Les autres dispositions de l'acte constitutif non repris dans les statuts	178

3.3.	La publicité permanente de l'ASBL	178
3.3.1.	Les mentions obligatoires	178
3.3.2.	Le non-respect des mentions obligatoires	179
<b>CHAPITRE 25 LA DÉNOMINATION SOCIALE DE L'ASBL</b>		<b>181</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>181</b>
<b>2.</b>	<b>L'obligation de s'identifier</b>	<b>181</b>
2.1.	La personnalisation de l'être moral	181
2.2.	Une dénomination qui est propre à l'ASBL	181
2.3.	La précision de sa forme légale	182
2.4.	Le qualificatif « royal »	184
<b>3.</b>	<b>Les dispositions protectrices de l'usage abusif du nom de l'ASBL</b>	<b>184</b>
3.1.	La protection de la dénomination de l'ASBL	184
3.2.	L'action en cessation	185
3.3.	L'usage du nom commercial	185
3.4.	L'usage de la marque	186
3.5.	L'usage du nom de domaine	186
3.6.	Le recours au Code civil	186
<b>4.</b>	<b>Les actions envers l'ASBL qui ne respectent pas les dispositions l'obligeant à s'identifier</b>	<b>187</b>
4.1.	La nullité de l'association	187
4.2.	La dissolution judiciaire	187
4.3.	Les actions contre l'ASBL qui « emprunte » une dénomination qui induit en erreur	187
<b>5.</b>	<b>Les actions en responsabilité envers ceux qui ne respectent pas les dispositions l'obligeant à s'identifier</b>	<b>188</b>
5.1.	La responsabilité de celui qui s'engage personnellement	188
5.2.	La responsabilité particulière des fondateurs ou des administrateurs	188
<b>6.</b>	<b>La modification de la dénomination</b>	<b>188</b>
<b>CHAPITRE 26 LE SIÈGE DE L'ASBL</b>		<b>191</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>191</b>
<b>2.</b>	<b>Le droit applicable</b>	<b>191</b>
<b>3.</b>	<b>La notion de « siège »</b>	<b>191</b>
3.1.	L'abandon de la notion de « principal établissement »	191
3.2.	Les précisions nécessaires	192
<b>4.</b>	<b>L'indication de la Région</b>	<b>192</b>
4.1.	La mention obligatoire dans les statuts	192

4.2.	Le transfert du siège statutaire dans la même Région ou dans une autre Région relevant du même régime linguistique	193
4.3.	Le transfert du siège statutaire dans autre région ne relevant pas du même régime linguistique	194
<b>5.</b>	<b>L'adresse exacte du siège</b>	195
5.1.	L'adresse ne figure pas dans les statuts	195
5.2.	L'adresse figurant dans les statuts	196
5.3.	Les modifications administratives	197
<b>6.</b>	<b>Les dispositions transitoires</b>	198
<b>CHAPITRE 27</b>	<b>L'INDICATION DE L'ADRESSE E-MAIL DE L'ASBL</b>	199
1.	Aperçu	199
2.	La possibilité de mentionner l'adresse e-mail de l'ASBL	199
3.	La mention de l'adresse e-mail lors de la constitution de l'ASBL	200
4.	Les modifications de l'adresse	200
5.	La communication des membres envers l'ASBL	201
6.	Le choix d'un autre moyen de communication	201
7.	Les sanctions	201
<b>CHAPITRE 28</b>	<b>L'INDICATION DU SITE INTERNET DE L'ASBL</b>	203
1.	Aperçu	203
2.	Le site internet de l'ASBL	203
3.	La mention de l'adresse e-mail lors de la constitution de l'ASBL	203
4.	La mention de l'adresse e-mails après la constitution de l'ASBL	204
5.	Les modifications de l'adresse reprise dans l'extrait de l'acte constitutif	204
6.	Les sanctions	205
<b>CHAPITRE 29</b>	<b>L'INDICATION DU NUMÉRO D'ENTREPRISE</b>	207
1.	Aperçu	207
2.	Le numéro d'entreprise	207
3.	L'identification de l'ASBL	207

<b>PARTIE 6 LES MEMBRES</b>	209
<b>CHAPITRE 30 LA QUALITÉ DE MEMBRE</b>	211
1. <b>Aperçu</b>	211
2. <b>La notion de membre</b>	211
3. <b>La distinction à opérer entre membres et membres adhérents</b>	211
4. <b>Le profil des membres</b>	212
4.1. Les parents ou amis des administrateurs	212
4.2. Les travailleurs	212
4.3. Les usagers	213
5. <b>Les membres adhérents</b>	213
6. <b>Le nombre de membres</b>	214
7. <b>La nationalité des membres</b>	215
8. <b>Les mineurs d'âge</b>	216
9. <b>La liberté d'association</b>	217
10. <b>Le traitement des données à caractère personnel</b>	218
11. <b>Les communications électroniques avec l'ASBL</b>	218
<b>CHAPITRE 31 L'ADMISSION DES MEMBRES</b>	221
1. <b>Aperçu</b>	221
2. <b>L'accord des parties</b>	221
3. <b>Les personnes qui peuvent être membres de l'ASBL</b>	221
4. <b>Les conditions d'admission</b>	222
5. <b>Les conditions mises pour le maintien de la qualité de membre</b>	223
6. <b>Les formalités d'admission</b>	223
7. <b>Les membres de droit</b>	224
8. <b>La preuve de la qualité de membre</b>	224
9. <b>Les interdictions</b>	225
<b>CHAPITRE 32 LA DÉMISSION DU MEMBRE</b>	227
1. <b>Aperçu</b>	227
2. <b>Le droit de quitter l'ASBL</b>	227
3. <b>Les formalités</b>	227
4. <b>L'exercice de la fonction d'administrateur</b>	228

5.	L'usage	229
6.	La démission intempestive	229
7.	La présomption de démission par défaut de paiement des cotisations	229
8.	La présomption de démission	230
9.	Le décès d'un membre	231
10.	Le registre des membres	231
<b>CHAPITRE 33 L'EXCLUSION DU MEMBRE</b>		233
1.	Aperçu	233
2.	Un pouvoir de l'assemblée générale	233
3.	Les règles statutaires	234
4.	La décision	234
5.	L'abus de droit	235
6.	Le respect des droits de la défense	235
7.	Le registre des membres	236
8.	En résumé	236
9.	La suspension d'un membre	237
<b>CHAPITRE 34 LES DROITS ET OBLIGATIONS DU MEMBRE</b>		239
1.	Aperçu	239
2.	<b>Les droits des membres</b>	239
2.1.	Les droits conférés par le Code	239
2.2.	La consultation de documents de l'ASBL	240
2.2.1.	En l'absence d'un commissaire	240
2.2.2.	En présence d'un commissaire	240
2.3.	Le droit de contrôler les documents des liquidateurs	241
3.	<b>Les droits du membre démissionnaire ou exclu sur le fonds social</b>	241
4.	<b>Les obligations des membres</b>	242
5.	<b>La responsabilité des membres</b>	242
<b>CHAPITRE 35 LE REGISTRE DES MEMBRES</b>		243
1.	Aperçu	243
2.	L'obligation de tenir un registre des membres	243
3.	Le contenu du registre	243



<b>PARTIE 7 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	245
<b>CHAPITRE 36 LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	247
<b>1. Aperçu</b>	247
<b>2. Le rôle de l'assemblée générale</b>	247
<b>3. La composition de l'assemblée générale</b>	248
<b>4. Le droit de se faire représenter</b>	248
4.1. Le principe	248
4.2. La procuration	249
4.3. Les personnes morales	250
4.4. La portée du mandat	251
4.5. Le mandat « en blanc »	252
4.6. La limitation du nombre des mandats	252
4.7. Les clauses statutaires	252
<b>5. Les représentants légaux</b>	252
<b>6. Les administrateurs et les commissaires</b>	253
6.1. Les administrateurs	253
6.2. Les commissaires	253
<b>7. Les tiers</b>	254
7.1. Le principe	254
7.2. Les membres adhérents	254
7.3. Les travailleurs salariés	254
7.4. Les usagers	255
7.5. Les avocats et les experts	255
7.6. Les huissiers de justice	256
7.7. Les agents de l'autorité publique	256
7.8. La presse	256
<b>CHAPITRE 37 LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	257
<b>1. Aperçu</b>	257
<b>2. Le principe</b>	257
<b>3. Les compétences légales</b>	258
<b>4. Les compétences légales subsidiaires</b>	259
<b>5. Les compétences statutaires</b>	259
<b>6. L'obligation de tenir une assemblée générale</b>	260
<b>7. La détermination des conditions du mandat des administrateurs</b>	260
7.1. La détermination des conditions financières	260
7.2. La détermination des autres conditions	261

<b>CHAPITRE 38 LA CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	<b>263</b>
<b>1. Aperçu</b>	<b>263</b>
<b>2. Les personnes convoquées</b>	<b>263</b>
<b>3. L'obligation de convoquer</b>	<b>264</b>
3.1. Le texte légal	264
3.2. L'obligation résultant de la loi	264
3.3. L'obligation résultant des statuts	265
3.4. L'obligation résultant de la demande d'1/5 <sup>e</sup> des membres	265
3.5. L'obligation résultant d'une décision de l'assemblée générale elle-même	266
<b>4. L'organe habilité à décider de convoquer l'assemblée générale</b>	<b>267</b>
4.1. Le texte légal	267
4.2. La délégation statutaire du pouvoir de décision	269
4.2.1. Une disposition statutaire contestable	269
4.2.2. Notre position	269
4.2.3. Une autre position	270
4.2.4. En pratique	271
4.3. La délégation de pouvoir consentie par le conseil d'administration	271
4.4. La décision de convoquer prise par les liquidateurs	271
4.5. La décision de convoquer prise par les commissaires	271
4.6. La décision de convoquer suite à une décision de justice	272
<b>5. L'organe habilité à annuler la convocation</b>	<b>273</b>
<b>6. Les formalités de convocation</b>	<b>273</b>
6.1. Le mode de convocation	274
6.2. Le délai pour envoyer la convocation	274
6.3. Le lieu et la date de la réunion	275
6.4. Les erreurs dans l'envoi des convocations	276
6.5. La signature des convocations	276
<b>CHAPITRE 39 L'ORDRE DU JOUR</b>	<b>277</b>
<b>1. Aperçu</b>	<b>277</b>
<b>2. L'ordre du jour</b>	<b>277</b>
2.1. L'établissement de l'ordre du jour	277
2.2. La précision de l'ordre du jour	278
2.3. Le formalisme de l'ordre du jour	279
<b>3. Les documents à joindre avec l'ordre du jour</b>	<b>280</b>
<b>CHAPITRE 40 LE CALCUL DU QUORUM DE PRÉSENCES</b>	<b>283</b>
<b>1. Aperçu</b>	<b>283</b>

<b>2.</b>	<b>L'exigence d'une réunion</b>	283
<b>3.</b>	<b>Le calcul du <i>quorum</i></b>	283
<b>4.</b>	<b>L'exigence d'un <i>quorum</i> distinct selon les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires</b>	284
4.1.	Les assemblées générales ordinaires	284
4.2.	Les assemblées générales extraordinaires	284
<b>CHAPITRE 41 L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE ET LE CALCUL DES MAJORITÉS</b>		287
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	287
<b>2.</b>	<b>L'exercice du droit de vote</b>	287
2.1.	Le principe	287
2.2.	La possibilité de recourir au vote plural	287
2.3.	La suspension du droit de vote	288
2.4.	Le droit de veto	289
<b>3.</b>	<b>Le droit de se faire représenter</b>	289
3.1.	Le principe	289
3.2.	La limitation du nombre de procurations	289
<b>4.</b>	<b>Les personnes qui n'ont pas la qualité de membre</b>	290
<b>5.</b>	<b>Le calcul des majorités</b>	290
5.1.	La différence entre majorité absolue, majorité relative et la majorité simple	290
5.1.1.	La majorité absolue	290
5.1.2.	La majorité relative	291
5.1.3.	La majorité simple	291
5.2.	Les votes blancs ou nuls et les abstentions	291
5.2.1.	Le principe	291
<b>6.</b>	<b>La manière de voter</b>	292
6.1.	Le vote oral ou le vote secret	292
6.2.	Le vote par correspondance	293
6.3.	Les conventions de vote	293
<b>7.</b>	<b>Questions particulières</b>	297
7.1.	Le conflit d'intérêt	297
7.2.	La parité des voix	297
<b>CHAPITRE 42 LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES</b>		299
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	299
<b>2.</b>	<b>Les assemblées générales ordinaires</b>	299
2.1.	Le rôle des assemblées générales ordinaires	299
2.2.	Les règles ordinaires – tableau synthétique	300

## TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

2.3.	Les règles ordinaires en cas de liquidation suite à une dissolution volontaire – tableau synthétique	301
2.4.	Les questions des membres	301
2.5.	L’approbation du rapport de gestion	302
2.6.	L’approbation des comptes et le vote de la décharge	302
<b>3.</b>	<b>Les assemblées générales extraordinaires</b>	<b>302</b>
3.1.	Le rôle des assemblées générales extraordinaires	302
3.2.	Les règles spéciales à appliquer – tableau synthétique	303
3.3.	Les règles spéciales à appliquer pour les transformations en ASBL – tableau synthétique	304
<b>4.</b>	<b>Les modifications statutaires – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>305</b>
4.1.	Les exigences légales	305
4.2.	La convocation à l’assemblée générale	305
4.3.	Le <i>quorum</i> de présences	306
4.4.	La majorité spéciale	306
4.5.	La convocation d’une deuxième assemblée générale	306
4.6.	La publicité des décisions	307
<b>5.</b>	<b>La dissolution volontaire – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>307</b>
5.1.	Les règles de <i>quorum</i> et de majorité	307
5.2.	Les publicités	308
<b>6.</b>	<b>L’exclusion d’un membre – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>308</b>
6.1.	Les règles de <i>quorum</i> et de majorité	308
6.2.	Les publicités	308
<b>7.</b>	<b>La fusion ou scission – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>309</b>
7.1.	Les règles de <i>quorum</i> et de majorité	309
7.2.	Les publicités	309
<b>8.</b>	<b>L’apport d’universalités – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>309</b>
8.1.	Les règles de <i>quorum</i> et de majorité	309
8.2.	Les publicités	310
<b>9.</b>	<b>La transformation en AISBL – les règles spéciales à appliquer</b>	<b>310</b>
9.1.	Les règles de <i>quorum</i> et de majorité	310
9.2.	Les publicités	310
<b>CHAPITRE 43</b>	<b>LES PROCÈS-VERBAUX</b>	<b>311</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>311</b>
<b>2.</b>	<b>Une formalité nécessaire</b>	<b>311</b>
<b>3.</b>	<b>La validité d’un procès-verbal</b>	<b>311</b>
<b>4.</b>	<b>La rédaction du procès-verbal</b>	<b>312</b>
<b>5.</b>	<b>Le contenu du procès-verbal</b>	<b>312</b>

<b>6.</b>	<b>La signature du procès-verbal</b>	313
<b>7.</b>	<b>Les dispositions statutaires</b>	313
7.1.	L'information des membres	313
7.2.	L'information des tiers	314
<b>8.</b>	<b>La conservation des procès-verbaux</b>	314
<b>CHAPITRE 44 LE DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>		315
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	315
<b>2.</b>	<b>La réunion du conseil d'administration</b>	315
<b>3.</b>	<b>Les formalités de début de séance</b>	315
3.1.	Le contrôle de l'accès	315
3.2.	La liste des présences	316
3.3.	La constitution du bureau	316
3.4.	Les scrutateurs	316
<b>4.</b>	<b>Les différentes étapes de la réunion</b>	317
4.1.	La vérification du <i>quorum</i> de présences	317
4.2.	L'approbation des points mis à l'ordre du jour	317
4.3.	Le débat	317
4.4.	Les décisions	318
4.5.	La clôture de la séance	318
<b>5.</b>	<b>Le procès-verbal</b>	318
<b>CHAPITRE 45 LES SANCTIONS POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS</b>		319
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	319
<b>2.</b>	<b>La nullité de la décision</b>	319
2.1.	Le détournement de pouvoirs	319
2.2.	L'excès de pouvoirs	319
2.2.1.	Les vices de forme	319
2.2.2.	L'intention frauduleuse	320
2.2.3.	L'absence de <i>quorum</i>	321
2.2.4.	L'absence d'un ou plusieurs membres	321
2.2.5.	Le vice de consentement	321
2.3.	L'abus de pouvoir	321
2.3.1.	L'abus de majorité	321
2.3.2.	L'abus de minorité	322
2.4.	L'action en nullité d'une décision	322
2.5.	L'action en référé	323
<b>3.</b>	<b>La dissolution judiciaire</b>	323
<b>4.</b>	<b>La responsabilité des membres</b>	324

<b>PARTIE 8 LES ADMINISTRATEURS</b>	327
<b>CHAPITRE 46 LE MANDAT D'ADMINISTRATEUR</b>	329
1. <b>Aperçu</b>	329
2. <b>Le « mandat » d'administrateur</b>	329
3. <b>Un mandat pour gérer avec d'autres administrateurs l'ASBL</b>	330
4. <b>Le nombre d'administrateurs</b>	331
5. <b>L'acceptation du « mandat »</b>	332
6. <b>La durée du « mandat » d'administrateur</b>	332
7. <b>La prolongation du « mandat »</b>	333
8. <b>La rémunération du mandat</b>	333
9. <b>En Région wallonne</b>	334
<b>CHAPITRE 47 LA NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR</b>	335
1. <b>Aperçu</b>	335
2. <b>La nomination d'un administrateur</b>	335
2.1. L'organe compétent	335
2.2. La désignation par un tiers	336
2.3. La cooptation	336
2.4. La désignation d'administrateurs suppléants	337
3. <b>Le mode de décision</b>	337
4. <b>La décision</b>	338
5. <b>Le choix d'administrateurs compétents et disponibles</b>	338
6. <b>Les interdictions</b>	339
6.1. Les pouvoirs subsidants	339
6.2. Les organisations professionnelles	340
6.3. Les interdictions judiciaires	340
6.4. Le mineur d'âge	341
7. <b>La désignation d'une personne morale</b>	342
8. <b>Les publicités</b>	344
9. <b>La désignation d'un administrateur provisoire</b>	345
10. <b>L'administrateur de fait</b>	346
11. <b>Dispositions particulières en Région wallonne et en Communauté française</b>	347
11.1. En Région wallonne	347
11.2. En Communauté française	348

<b>CHAPITRE 48 LA FIN DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR</b>	349
<b>1. Aperçu</b>	349
<b>2. Les différents modes de fin d'un « mandat » d'administrateur</b>	349
<b>3. La démission d'un administrateur</b>	350
3.1. Le principe	350
3.2. Les affaires urgentes	351
3.3. La démission intempestive	351
3.4. La responsabilité de l'administrateur démissionnaire	352
3.5. La clause statutaire	352
3.6. Le caractère irrévocable de la démission	352
3.7. Les publicités	353
<b>4. La présomption de démission</b>	353
<b>5. La révocation d'un administrateur</b>	353
5.1. Les principes du Code civil	353
5.2. Le mandat d'administrateur	354
5.3. Le droit de révocation	354
5.4. La procédure	354
5.5. La révocation en cours de séance	354
5.6. La révocation d'un administrateur « statutaire »	355
5.7. L'abus de droit	355
5.8. L'existence d'un contrat de travail	355
5.9. Les mandats spéciaux	356
5.10. Les publicités	356
<b>6. Le décès de l'administrateur</b>	356
<b>7. La suspension d'un administrateur</b>	357
7.1. L'organe compétent	357
7.2. La publication de la décision	357
<b>CHAPITRE 49 LES DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATEUR</b>	359
<b>1. Aperçu</b>	359
<b>2. Le droit d'obtenir des informations</b>	359
<b>3. Le droit d'exiger l'information</b>	360
<b>4. Le droit de manifester son désaccord</b>	361
<b>5. Le devoir de discrétion</b>	361
<b>6. Les responsabilités</b>	362

<b>CHAPITRE 50 LE STATUT SOCIAL ET FISCAL DE L'ADMINISTRATEUR</b>	363
1. <b>Aperçu</b>	363
2. <b>La possibilité de conclure un contrat de travail pour l'administrateur délégué à la gestion journalière</b>	363
3. <b>La législation sur le chômage</b>	364
4. <b>L'assujettissement à la sécurité sociale</b>	366
4.1. L'assujettissement au statut de travailleur indépendant	366
4.2. L'assujettissement au statut de travailleur salarié des administrateurs délégués à la gestion journalière	367
4.3. Le mandataire public	368
5. <b>Le statut fiscal de l'administrateur</b>	369
<b>PARTIE 9 LA GESTION ET LA REPRÉSENTATION DE L'ASBL</b>	371
<b>CHAPITRE 51 LES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	373
1. <b>Aperçu</b>	373
2. <b>Un organe collégial de l'ASBL</b>	373
2.1. La délégation de pouvoirs et les mandats	374
2.2. Les pouvoirs conférés au conseil d'administration	375
2.3. Les dispositions statutaires	376
3. <b>Le pouvoir de gestion</b>	376
3.1. Les décisions relatives à la vie interne de l'ASBL	377
3.1.1. Les pouvoirs conférés par la loi	377
3.1.2. Les pouvoirs concédés par une disposition statutaire	378
3.1.3. Les pouvoirs de l'assemblée générale	378
3.2. Les décisions envers les tiers	379
3.2.1. Le pouvoir résiduel	380
3.2.2. L'inopposabilité envers les tiers des limites apportées au pouvoir de décision	380
3.2.3. La répartition des tâches	380
4. <b>Le pouvoir de représentation</b>	381
5. <b>La sonnette d'alarme</b>	381
5.1. L'intervention du commissaire	381
5.2. Les autres avertissements	382
<b>CHAPITRE 52 LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	383
1. <b>Aperçu</b>	383



<b>2.</b>	<b>Un pouvoir collégial</b>	384
2.1.	L'exigence d'une délibération	384
2.2.	L'intérêt d'une délibération	384
2.3.	La réunion des administrateurs	384
2.4.	La consultation écrite	385
<b>3.</b>	<b>La fréquence des réunions</b>	385
<b>4.</b>	<b>Le déroulement d'une réunion du conseil d'administration</b>	386
4.1.	Le mode de délibération	386
4.2.	La convocation	386
4.3.	L'ordre du jour	386
4.4.	Le <i>quorum</i> de présences	387
4.5.	La discussion sur les différents points de l'ordre du jour	388
4.6.	Les procès-verbaux	388
<b>5.</b>	<b>Le conflit d'intérêts</b>	389
5.1.	La règle instituée par le Code	389
5.1.1.	L'information du conseil d'administration	389
5.1.2.	La décision	389
5.1.3.	Les procès-verbaux	390
5.2.	Le conflit d'intérêts moral ou affectif	390
5.3.	Les conséquences quant au <i>quorum</i> de présences	391
<b>6.</b>	<b>La représentation au conseil d'administration</b>	391
6.1.	La représentation par un autre administrateur	391
6.2.	La représentation de l'administrateur par un tiers	392
6.3.	La représentation d'un administrateur personne morale	392
6.4.	La présence physique d'une seule personne, mais détentrice de procurations	393
<b>7.</b>	<b>La confidentialité des débats</b>	393
<b>8.</b>	<b>La responsabilité solidaire des administrateurs</b>	393
8.1.	Une responsabilité particulière	393
8.2.	La détermination des montants maxima	394
<b>9.</b>	<b>Les communications électroniques</b>	395
<b>10.</b>	<b>La bonne gouvernance</b>	395
<b>CHAPITRE 53 LES SANCTIONS POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>		397
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	397
<b>2.</b>	<b>La nullité des décisions prises</b>	397
2.1.	Le détournement de pouvoir	398
2.2.	L'excès de pouvoir	398
2.3.	L'abus de pouvoir	398

2.4.	La demande de nullité	399
2.5.	Les conséquences envers les tiers	400
<b>3.</b>	<b>Les mesures prises dans le cadre de l'insolvabilité de l'ASBL</b>	400
<b>4.</b>	<b>La dissolution judiciaire</b>	400
<b>5.</b>	<b>La responsabilité des administrateurs</b>	401
<b>CHAPITRE 54</b>	<b>L'ORGANE DE REPRÉSENTATION GÉNÉRALE</b>	403
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	403
<b>2.</b>	<b>Le principe</b>	403
<b>3.</b>	<b>Le statut juridique des membres composant l'organe</b>	404
<b>4.</b>	<b>Le fonctionnement de l'organe</b>	405
<b>5.</b>	<b>La durée du mandat</b>	405
<b>6.</b>	<b>La représentation générale</b>	405
<b>7.</b>	<b>L'opposabilité du pouvoir de représentation</b>	407
<b>8.</b>	<b>L'absence de pouvoir de représentation</b>	408
<b>9.</b>	<b>Le non-respect de l'ASBL de sa spécialité statutaire</b>	408
<b>10.</b>	<b>La représentation en justice</b>	409
<b>11.</b>	<b>Les publicités</b>	409
<b>12.</b>	<b>La clause de double signature</b>	410
<b>CHAPITRE 55</b>	<b>L'ORGANE DE GESTION JOURNALIÈRE</b>	411
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	411
<b>2.</b>	<b>La création d'un organe</b>	411
2.1.	L'obligation d'une disposition statutaire	411
2.2.	Les limites des pouvoirs de l'organe	412
2.3.	La désignation de mandataires	412
<b>3.</b>	<b>Le statut juridique du délégué à la gestion journalière</b>	412
3.1.	L'existence d'un mandat	412
3.2.	La rémunération	413
<b>4.</b>	<b>Le fonctionnement de l'organe</b>	413
<b>5.</b>	<b>La notion de « gestion journalière »</b>	414
5.1.	La définition légale	414
5.2.	Les actes nécessaires pour la gestion journalière	415
5.3.	Les décisions d'intérêt mineur	415
5.4.	Les décisions urgentes	416
5.5.	L'exécution des décisions du conseil d'administration	417

5.6.	La qualification des actes par les parties	417
5.7.	Le dépassement de la notion journalière	417
5.7.1.	Les actes qui ne sont pas de gestion journalière	417
5.7.2.	Les restrictions apportées à la notion de gestion journalière	418
5.8.	Les dépassements de l'objet social	418
<b>6.</b>	<b>Le pouvoir de représentation</b>	418
<b>7.</b>	<b>La délégation de pouvoirs spéciaux</b>	419
<b>8.</b>	<b>La publicité</b>	419
<b>CHAPITRE 56 LES DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS DE GESTION ET (OU) DE REPRÉSENTATION ACCORDÉES À DES MANDATAIRES</b>		421
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	421
<b>2.</b>	<b>La délégation de pouvoirs accordée par le conseil d'administration</b>	421
2.1.	Le principe	421
2.2.	Une délégation spéciale	422
2.3.	Le pouvoir de décision interne	422
2.4.	Le pouvoir de décision dans les actes engageant l'ASBL envers les tiers	422
2.5.	Le pouvoir de représentation	423
2.6.	Le pouvoir de décision et de représentation	424
2.7.	Les limites du pouvoir délégué	424
<b>3.</b>	<b>Les délégations de pouvoirs instaurées par les statuts</b>	424
3.1.	Un collège de « mandataires »	424
3.2.	Le pouvoir du conseil d'administration	425
3.3.	Les responsabilités envers l'ASBL	425
3.4.	Le caractère révocable du mandat	425
3.5.	La procuration	426
3.6.	L'opposabilité des actes aux tiers	426
3.7.	La démission des fonctions exercées au sein du conseil d'administration	426
3.8.	La révocation des fonctions exercées au sein du conseil d'administration	426
<b>4.</b>	<b>Les publicités</b>	427
<b>PARTIE 10 LA DISSOLUTION ET LA FAILLITE DE L'ASBL</b>		429
<b>CHAPITRE 57 LA DISSOLUTION DE L'ASBL</b>		431
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	431

<b>2.</b>	<b>Les causes et les conséquences de la dissolution</b>	431
2.1.	Les causes de dissolution	431
2.2.	Les conséquences de la dissolution	431
<b>3.</b>	<b>La dissolution volontaire</b>	432
3.1.	L'organe compétent	432
3.2.	Les exigences formelles	432
3.3.	Les (grandes) ASBL	433
3.4.	L'approbation des comptes et la décharge des administrateurs	434
<b>4.</b>	<b>La dissolution de plein droit</b>	434
<b>5.</b>	<b>La dissolution judiciaire</b>	435
5.1.	L'introduction de la demande	435
5.2.	La justification d'un intérêt	436
5.2.1.	Les membres de l'ASBL	437
5.2.2.	Les non-membres	437
5.3.	Les causes de dissolution judiciaire	438
5.3.1.	L'énumération des causes	438
5.3.2.	Une énumération limitative	440
5.3.3.	Les difficultés de trésorerie	440
5.3.4.	La dissolution des ASBL inactives	441
5.3.5.	Le non-dépôt des comptes	442
5.4.	Le pouvoir d'appréciation du juge	442
5.5.	La faillite	443
5.6.	La réorganisation judiciaire	443
5.7.	La responsabilité des administrateurs	444
<b>6.</b>	<b>Le dépôt des actes</b>	444
<b>7.</b>	<b>Les publicités</b>	444
<b>8.</b>	<b>La Banque-Carrefour des Entreprises</b>	444
<b>CHAPITRE 58</b>	<b>LA FAILLITE DE L'ASBL</b>	447
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	447
<b>2.</b>	<b>La raison qui préside à la décision de faillite</b>	447
<b>3.</b>	<b>Les effets du jugement déclaratif de faillite</b>	448
<b>4.</b>	<b>En cas d'insuffisance d'actifs</b>	448
<b>5.</b>	<b>La clôture des opérations de la faillite</b>	449
<b>6.</b>	<b>Les responsabilités particulières</b>	449

<b>PARTIE 11 LA LIQUIDATION DE L'ASBL</b>	451
<b>CHAPITRE 59 LA SITUATION DE L'ASBL DURANT LA LIQUIDATION</b>	453
1. <b>Aperçu</b>	453
2. <b>La terminologie</b>	453
3. <b>La continuation de la personne</b>	453
3.1. La persistance de la personne morale pour les besoins de la liquidation	453
3.2. Les droits maintenus durant la liquidation	454
3.3. La possibilité de transférer le siège social	454
3.4. La fin des mandats de gestion et de représentation des administrateurs	455
<b>CHAPITRE 60 LES LIQUIDATEURS DÉSIGNÉS CONFORMÉMENT AUX STATUTS OU L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	457
1. <b>Aperçu</b>	457
2. <b>La désignation des liquidateurs</b>	457
2.1. La décision de nommer les liquidateurs	457
2.1.1. Les statuts	457
2.1.2. L'assemblée générale	458
3. <b>La désignation d'une personne morale comme liquidatrice</b>	458
4. <b>La confirmation de la désignation des liquidateurs en cas de dissolution volontaire ou de plein droit d'une (grande) ASBL déficitaire</b>	459
4.1. La confirmation de la désignation par le tribunal de l'entreprise	459
4.2. La saisine	460
4.3. Les interdictions	460
4.4. La différence entre confirmation et homologation	461
5. <b>Les ASBL inactives</b>	461
6. <b>La fin du mandat</b>	461
7. <b>Les honoraires</b>	462
<b>CHAPITRE 61 LES MISSIONS DES LIQUIDATEURS</b>	463
1. <b>Aperçu</b>	463
2. <b>Le mandat de liquidateur</b>	463
3. <b>Le pouvoir de décision et de représentation conférée aux liquidateurs</b>	464
3.1. Le pouvoir de décision	464
3.1.1. Les compétences conférées aux liquidateurs	464

3.1.2.	La limitation du pouvoir de décision	464
3.1.3.	L'exercice du pouvoir de décision quand il existe un collège de liquidateurs	465
3.2.	Le pouvoir de représentation	465
3.2.1.	Le pouvoir de représentation est général	465
3.2.2.	L'exercice du pouvoir de représentation quand il existe un collège de liquidateurs	465
<b>4.</b>	<b>Les situations de conflit d'intérêt patrimonial direct ou indirect opposé à l'intérêt de l'ASBL</b>	466
4.1.	L'existence d'un collège de liquidateurs	466
4.2.	La situation où un seul liquidateur est désigné	467
<b>5.</b>	<b>L'état détaillé à envoyer au greffe du tribunal de l'entreprise</b>	467
<b>6.</b>	<b>Le rôle de l'assemblée générale durant la procédure de liquidation</b>	467
<b>7.</b>	<b>La responsabilité des liquidateurs</b>	468
<b>8.</b>	<b>Le délai de prescription</b>	468
<b>CHAPITRE 62</b>	<b>LES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION</b>	469
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	469
<b>2.</b>	<b>Général</b>	469
<b>3.</b>	<b>La réalisation de l'actif</b>	469
<b>4.</b>	<b>Le règlement du passif</b>	469
4.1.	Le principe	469
4.2.	La restitution des biens	470
4.3.	Le principe de l'égalité des créanciers	470
4.4.	Les (grandes) ASBL déficitaires	472
<b>5.</b>	<b>L'affectation de l'actif net</b>	472
5.1.	L'obligation préalable d'apurer le passif	472
5.2.	L'affectation obligatoire à une fin désintéressée	472
5.3.	La dissolution volontaire ou de plein droit	473
5.4.	La dissolution judiciaire	473
<b>6.</b>	<b>Schéma d'une liquidation d'une (grande) ASBL à la suite d'une dissolution volontaire</b>	474
<b>CHAPITRE 63</b>	<b>LA CLÔTURE ET LA RÉOUVERTURE DE LA LIQUIDATION</b>	477
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	477
<b>2.</b>	<b>La disparition de l'ASBL</b>	477
2.1.	La dissolution volontaire	477

2.1.1.	La convocation de l'assemblée générale	477
2.1.2.	L'approbation des comptes et la décision de clôture de la liquidation	478
2.1.3.	La décision de dissolution et de liquidation dans un seul acte	478
2.2.	La dissolution judiciaire	479
2.2.1.	La décision de clôture de la liquidation	479
2.2.2.	Les ASBL inactives	479
<b>3.</b>	<b>La réouverture de la liquidation</b>	<b>480</b>
<b>4.</b>	<b>Le délai de prescription</b>	<b>480</b>
<b>CHAPITRE 64 LES PUBLICITÉS RELATIVES À LA LIQUIDATION</b>		<b>481</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>481</b>
<b>2.</b>	<b>Le dépôt des actes</b>	<b>481</b>
<b>3.</b>	<b>Les publications</b>	<b>482</b>
<b>4.</b>	<b>La Banque-Carrefour des Entreprises</b>	<b>483</b>
<b>5.</b>	<b>L'identification de l'ASBL en liquidation</b>	<b>483</b>
<b>PARTIE 12 LA RESTRUCTURATION ET LA TRANSFORMATION DE L'ASBL</b>		<b>485</b>
<b>CHAPITRE 65 LA FUSION ET LA SCISSION D'ASBL</b>		<b>487</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>487</b>
<b>2.</b>	<b>Le principe</b>	<b>487</b>
<b>3.</b>	<b>Les différentes formes de fusions et de scissions</b>	<b>488</b>
3.1.	La fusion par constitution d'une nouvelle ASBL	488
3.2.	La fusion par absorption	488
3.3.	La scission par constitution de nouvelles ASBL	488
3.4.	La scission par absorption	489
<b>4.</b>	<b>Les bénéficiaires</b>	<b>489</b>
<b>5.</b>	<b>La création préalable de l'ASBL ou des ASBL bénéficiaires</b>	<b>490</b>
<b>6.</b>	<b>La modification préalable des statuts de l'ASBL ou des ASBL bénéficiaires</b>	<b>490</b>
<b>7.</b>	<b>Les effets de l'opération de fusion ou de scission</b>	<b>490</b>
<b>8.</b>	<b>La procédure</b>	<b>491</b>
8.1.	Le protocole d'accord	491
8.2.	Les documents préalables à la décision	491
8.2.1.	L'établissement du projet d'opération	491

8.2.2.	L'état résumant la situation active et passive des ASBL concernées	492
8.2.3.	Le rapport du ou des commissaires ou des experts-comptables	492
8.3.	La décision de fusion ou de scission	493
8.3.1.	L'information	493
8.3.2.	La décision de l'ASBL apporteuse	493
8.3.3.	La décision de l'ASBL bénéficiaire	494
8.3.4.	La tenue d'une assemblée générale commune	494
8.3.5.	Le dépôt au dossier et la publication aux <i>Annexes du Moniteur belge</i>	494
<b>9.</b>	<b>L'opposabilité aux tiers</b>	494
<b>10.</b>	<b>La fixation de sûretés</b>	495
<b>11.</b>	<b>La nullité de l'opération</b>	496
<b>CHAPITRE 66 L'APPORT À TITRE GRATUIT D'UNIVERSALITÉ OU DE BRANCHE D'ACTIVITÉ</b>		497
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	497
<b>2.</b>	<b>Une possibilité proposée par le Code</b>	497
<b>3.</b>	<b>Les définitions</b>	498
3.1.	L'apport d'universalité	498
3.2.	L'apport d'une branche d'activités	498
3.3.	La notion d'apport à titre gratuit	498
<b>4.</b>	<b>Les différents mécanismes</b>	499
4.1.	L'apport à une ASBL à créer	499
4.2.	L'apport à une ASBL existante	499
4.3.	L'apport à plusieurs nouvelles ASBL à créer	499
4.4.	L'apport à plusieurs ASBL existantes	499
<b>5.</b>	<b>Les bénéficiaires</b>	500
<b>6.</b>	<b>Les effets de l'opération d'apport</b>	500
6.1.	L'apport d'universalité	500
6.2.	L'apport de branche d'activité	500
6.3.	La notion de transfert de plein droit	501
6.4.	Les conséquences de l'oubli de prendre en compte un élément du patrimoine	501
6.5.	Les opérations comptables	501
<b>7.</b>	<b>La procédure</b>	501
7.1.	Le protocole d'accord	502
7.2.	L'établissement du projet d'apport	502
7.2.1.	L'organe compétent pour établir le rapport	502
7.2.2.	Le contenu du projet d'accord	503



7.3.	Le rapport du conseil d'administration de l'ASBL apporteuse	504
7.4.	Le dépôt du projet d'apport au greffe	505
7.5.	La décision de l'ASBL apporteuse	506
7.5.1.	L'apport d'universalité	506
7.5.2.	L'apport de branche d'activités	507
7.6.	La décision de l'ASBL bénéficiaire	507
7.6.1.	L'établissement d'un rapport par le conseil d'administration	507
7.6.2.	L'apport d'universalité	508
7.6.3.	L'apport de branche d'activités	508
7.7.	L'existence d'un acte authentique	509
<b>8.</b>	<b>L'opposabilité</b>	509
<b>9.</b>	<b>Les agréments et les subventions</b>	510
<b>10.</b>	<b>La fixation de sûretés</b>	510
<b>11.</b>	<b>Les responsabilités</b>	511
<b>12.</b>	<b>La sanction</b>	512
<b>13.</b>	<b>L'ASBL bénéficiaire qui ne poursuit pas les activités transférées</b>	512
<b>14.</b>	<b>La T.V.A.</b>	513
<b>15.</b>	<b>L'impôt sur les revenus</b>	513
<b>16.</b>	<b>Tableaux synthétiques de la procédure</b>	513
16.1.	Tableau synthétique de la procédure d'apport d'universalité	513
16.2.	Tableau synthétique de la procédure d'apport de branche d'activité	514
<b>17.</b>	<b>L'apport effectué en dehors de la procédure fixée par le Code</b>	516
<b>18.</b>	<b>L'apport d'universalité et la dissolution de l'ASBL apporteuse</b>	516
18.1.	Le principe	516
18.2.	La dissolution de l'ASBL puis l'affectation de l'actif net à une ASBL	517
18.3.	L'apport à titre gratuit d'universalité effectué avant la dissolution de l'ASBL	517
<b>CHAPITRE 67</b>	<b>LA TRANSFORMATION D'UNE ASBL EN UNE SOCIÉTÉ, UNE AISBL, EN PARTI POLITIQUE EUROPÉEN OU EN UNE ASSOCIATION ÉTRANGÈRE</b>	519
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	519
<b>2.</b>	<b>La transformation en SCES ou SC agréée comme ES</b>	519
2.1.	La suppression de la société à finalité sociale	519

## TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

2.2.	Les différents agréments accordés aux sociétés coopératives	520
2.2.1.	La société coopérative agréée (SC agréée)	520
2.2.2.	La société coopérative agréée comme entreprise sociale (SC agréée comme ES)	521
2.2.3.	La société coopérative agréée à finalité sociale (SCES agréée)	522
2.3.	Les deux possibilités de transformation en société offertes aux ASBL	522
2.4.	La procédure	522
2.4.1.	L'établissement d'un rapport justificatif	522
2.4.2.	La convocation de l'assemblée générale	523
2.4.3.	La décision de transformation	523
2.4.4.	L'adoption des statuts de la société coopérative	524
2.4.5.	La constatation de la décision par acte authentique	524
2.4.6.	Le dépôt dans le dossier et les publications	524
2.4.7.	L'opposabilité de la décision	524
2.5.	La sauvegarde de l'actif net de l'ASBL	525
2.6.	Les responsabilités	525
<b>3.</b>	<b>La transformation de l'ASBL en AISBL</b>	<b>526</b>
3.1.	Le maintien de la même personnalité juridique	526
3.2.	La procédure	526
3.2.1.	L'établissement d'un rapport justificatif	526
3.2.2.	La convocation de l'assemblée générale	526
3.2.3.	La décision de transformation	527
3.2.4.	L'adoption des statuts de l'AISBL	527
3.2.5.	La constatation de la décision par acte authentique	527
3.3.	Le dépôt dans le dossier et les publications	528
3.4.	L'opposabilité de la décision	528
3.5.	Les responsabilités	528
<b>4.</b>	<b>La transformation de l'ASBL en partis politiques européens ou en fondations politiques européennes</b>	<b>528</b>
<b>5.</b>	<b>La transformation frontalière</b>	<b>528</b>
<b>CHAPITRE 68 LA TRANSFORMATION D'UNE SOCIÉTÉ, D'UNE AISBL OU D'UNE ASSOCIATION ÉTRANGÈRE EN ASBL</b>		<b>531</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>531</b>
<b>2.</b>	<b>La transformation d'une société en ASBL</b>	<b>531</b>
2.1.	Le maintien de la même personnalité juridique	531
2.2.	La procédure	531
2.2.1.	L'établissement d'un rapport justificatif	531
2.2.2.	La convocation de l'assemblée générale	532
2.2.3.	La décision de transformation	532
2.2.4.	L'adoption des statuts de l'ASBL	532

2.2.5.	La constatation de la décision par acte authentique	533
2.3.	Le dépôt dans le dossier et les publications	533
2.4.	L'opposabilité de la décision	533
2.5.	Les responsabilités	533
<b>3.</b>	<b>La transformation d'une AISBL en ASBL</b>	<b>534</b>
3.1.	Le maintien de la même personnalité juridique	534
3.2.	La procédure	534
3.2.1.	L'établissement d'un rapport justificatif	534
3.2.2.	La convocation de l'assemblée générale	534
3.2.3.	La décision de transformation	535
3.2.4.	L'adoption des statuts de l'AISBL	535
3.2.5.	La constatation de la décision par acte authentique	535
3.3.	Le dépôt dans le dossier et les publications	535
3.4.	L'opposabilité de la décision	536
3.5.	Les responsabilités	536
<b>4.</b>	<b>La transformation d'un parti politique européen ou d'une fondation politique européenne en ASBL</b>	<b>536</b>
<b>5.</b>	<b>La transformation d'une association étrangère en ASBL</b>	<b>536</b>
<b>PARTIE 13 LES ASPECTS PARTICULIERS DE CERTAINES ASSOCIATIONS</b>		<b>537</b>
<b>CHAPITRE 69 LES ASBL PROVINCIALES ET COMMUNALES</b>		<b>539</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>539</b>
<b>2.</b>	<b>La licéité du procédé</b>	<b>539</b>
2.1.	La participation directe du pouvoir public	539
2.2.	La participation indirecte du pouvoir public	540
<b>3.</b>	<b>Les missions d'intérêt provincial ou communal</b>	<b>541</b>
<b>4.</b>	<b>La nature de la personne morale</b>	<b>541</b>
<b>5.</b>	<b>La capacité juridique de l'ASBL à laquelle les pouvoirs publics participent</b>	<b>542</b>
<b>6.</b>	<b>Le statut du personnel</b>	<b>542</b>
6.1.	L'engagement des travailleurs sous contrat de travail	542
<b>7.</b>	<b>La mise à disposition du personnel contractuel communal au bénéfice d'une ASBL</b>	<b>543</b>
7.1.	En Région wallonne	543
7.2.	En Région de Bruxelles-Capitale	544
<b>8.</b>	<b>La responsabilité des administrateurs publics</b>	<b>545</b>
8.1.	Le principe	545
8.2.	La qualité de mandataire de l'ASBL	545
8.3.	La qualité de mandataire du pouvoir public	545

## TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

8.4.	La responsabilité disciplinaire des mandataires communaux	546
8.5.	L'administrateur personne morale publique	546
<b>9.</b>	<b>La participation des provinces wallonnes à une ASBL</b>	<b>547</b>
9.1.	L'habilitation légale	547
9.2.	L'intérêt provincial	547
9.3.	La tutelle de la Région	548
9.4.	Le contrat de gestion	548
9.5.	La désignation des représentants au sein de l'AG	548
9.6.	La désignation des administrateurs	549
9.7.	Le respect des dispositions du Code des sociétés et des associations	549
9.8.	Les rémunérations et les jetons de présence des administrateurs	549
9.9.	L'obligation de faire rapport à la province	550
9.10.	L'obligation de publicité	551
9.11.	L'obligation d'établir un rapport annuel de rémunération écrit	551
<b>10.</b>	<b>La participation des communes wallonnes à une ASBL</b>	<b>552</b>
10.1.	L'habilitation légale	552
10.2.	L'intérêt communal	552
10.3.	La notion d'ASBL communale au sens du Code de la démocratie locale	553
10.4.	Le contrat de gestion	554
10.5.	La désignation des représentants au sein de l'AG	554
10.6.	La désignation des administrateurs	554
10.7.	Le contrôle	556
10.8.	Le respect des dispositions du Code des sociétés et des associations	556
10.8.1.	La révocation du mandat	557
10.8.2.	Le membre présumé démissionnaire	557
10.8.3.	La modification des statuts	558
10.8.4.	Le non-respect des dispositions du Code	558
10.9.	Les rémunérations et les jetons de présence des administrateurs	559
10.10.	L'obligation de faire rapport à la commune	559
10.11.	L'obligation de publicité	559
10.12.	L'obligation d'établir un rapport annuel de rémunération écrit	559
<b>11.</b>	<b>La participation des communes de la Région de Bruxelles-Capitale à une ASBL</b>	<b>560</b>
<b>12.</b>	<b>La participation, en Région wallonne, d'un CPAS à une ASBL</b>	<b>560</b>
<b>CHAPITRE 70</b>	<b>L'OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE EN BELGIQUE PAR UNE ASSOCIATION ÉTRANGÈRE</b>	<b>561</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>561</b>

<b>2.</b>	<b>L'ouverture par une association étrangère d'une succursale en Belgique</b>	561
<b>3.</b>	<b>La notion de succursale</b>	561
<b>4.</b>	<b>Les formalités de publicité</b>	562
4.1.	Le dossier	562
4.1.1.	L'obligation d'ouvrir un dossier	562
4.1.2.	Le contenu du dossier	563
4.1.3.	Les responsables du dépôt	564
4.2.	Les formalités de publicité	564
4.3.	L'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises	565
4.4.	La publicité permanente	565
<b>5.</b>	<b>Les sanctions</b>	566
5.1.	L'inopposabilité de l'acte	566
5.2.	La fermeture d'une succursale	566
5.3.	L'action dilatoire	566
5.4.	L'impossibilité de recevoir une libéralité	566
5.5.	Le non-respect de la publicité permanente	567
<b>6.</b>	<b>Les obligations comptables</b>	567
6.1.	La manière dont sont tenus les comptes annuels	567
6.2.	Le dépôt des comptes	567
<b>CHAPITRE 71 L'AGRÈMENT DE L'ASBL COMME UNION PROFESSIONNELLE OU FÉDÉRATION D'UNIONS PROFESSIONNELLES</b>		569
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	569
<b>2.</b>	<b>Les ASBL concernées</b>	569
<b>3.</b>	<b>Les statuts de l'ASBL</b>	570
<b>4.</b>	<b>L'action en justice</b>	570
<b>5.</b>	<b>La publicité permanente</b>	571
<b>CHAPITRE 72 LE TRANSFERT DU SIÈGE DE L'ASBL DANS UN AUTRE ÉTAT</b>		573
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	573
<b>2.</b>	<b>Les formalités précédant la décision de transformation transfrontalière</b>	573
<b>3.</b>	<b>La décision de transformation transfrontalière</b>	574

<b>PARTIE 14 LES COMPTES ET BUDGET</b>	575
<b>CHAPITRE 73 LA COMPTABILITÉ DES ASBL</b>	577
<b>1. Aperçu</b>	577
<b>2. Les notions</b>	577
2.1. La comptabilité simplifiée	577
2.2. La comptabilité conforme à l'article III.84 du Code de droit économique	578
2.3. Le budget	578
2.4. L'exercice comptable	579
<b>3. Le Code de droit économique</b>	580
<b>4. Les différentes catégories d'ASBL au regard du droit comptable</b>	580
<b>5. Les ASBL qui doivent tenir une comptabilité « en partie double »</b>	582
5.1. Les critères	582
5.2. Les deux catégories d'ASBL qui doivent tenir une comptabilité en « partie double »	583
5.2.1. Les (grandes) ASBL	583
5.2.2. Les petites ASBL	584
<b>6. La catégorie d'ASBL qui peuvent tenir une comptabilité simplifiée</b>	584
6.1. La notion de (très) petite ASBL	584
6.2. Les (très) petites ASBL qui souhaitent tenir une comptabilité simplifiée	585
6.3. Les (très) petites ASBL qui souhaitent tenir une comptabilité « en partie double »	585
6.4. Les (très) petites ASBL qui présentent les comptes annuels selon le schéma abrégé	586
<b>7. Des précisions sur l'application des critères distinctifs</b>	587
7.1. Le nombre de travailleurs	587
7.2. Le total du chiffre d'affaires ou des recettes	588
7.3. Le total de bilan	589
<b>8. Les comptes annuels</b>	589
<b>9. La Commission des Normes comptables</b>	589
<b>CHAPITRE 74 LA COMPTABILITÉ SIMPLIFIÉE DES (TRÈS) PETITES ASBL</b>	591
<b>1. Aperçu</b>	591
<b>2. Notion</b>	591
<b>3. La tenue de la comptabilité</b>	591

3.1.	Le livre comptable	591
3.2.	L'enregistrement des opérations	593
3.3.	Les pièces justificatives	594
<b>4.</b>	<b>L'inventaire</b>	594
<b>5.</b>	<b>Les comptes annuels</b>	594
<b>6.</b>	<b>L'annexe aux comptes annuels</b>	596
6.1.	Les règles d'évaluation	597
6.2.	L'état du patrimoine	598
6.3.	Les avoirs et les dettes	598
6.3.1.	Les immeubles, machines, mobilier et matériel roulant	599
6.3.2.	Les stocks	599
6.3.3.	Les créances	599
6.3.4.	Les valeurs disponibles et les placements de trésorerie	600
6.3.5.	Les autres avoirs	600
6.3.6.	Les dettes	600
6.4.	Les droits et les engagements	600
<b>7.</b>	<b>La possibilité d'opter pour la tenue d'une comptabilité en « partie double » (rappel)</b>	601
<b>CHAPITRE 75 LA COMPTABILITÉ DES ASBL SOUMISES À LA COMPTABILITÉ EN PARTIE DOUBLE</b>		603
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	603
<b>2.</b>	<b>La notion d'ASBL soumises aux règles de la comptabilité en partie double (rappel)</b>	603
<b>3.</b>	<b>L'application du droit comptable</b>	604
<b>4.</b>	<b>Les comptes annuels</b>	604
4.1.	Les (grandes) ASBL	605
4.2.	Les petites ASBL	605
4.3.	Les micros-ASBL	605
4.4.	Les adaptations	605
<b>5.</b>	<b>Les liens de l'ASBL avec d'autres groupements</b>	606
5.1.	La participation de l'ASBL à des sociétés	606
5.2.	Les entités liées	606
<b>6.</b>	<b>Les règles d'évaluation de l'inventaire</b>	607
<b>7.</b>	<b>Les dispositions particulières d'évaluation</b>	607
7.1.	Les immobilisations corporelles	607
7.2.	Les dons et legs	608
<b>8.</b>	<b>Le bilan social</b>	608

<b>9.</b>	<b>Les sanctions pénales</b>	609
<b>CHAPITRE 76</b>	<b>LA COMPTABILITÉ DES ASBL SOUMISES A UNE RÉGLEMENTATION PARTICULIÈRE</b>	611
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	611
<b>2.</b>	<b>Les ASBL subventionnées</b>	611
<b>3.</b>	<b>Les ASBL des partis politiques</b>	612
<b>CHAPITRE 77</b>	<b>L'APPROBATION DES COMPTES ET BUDGET</b>	615
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	615
<b>2.</b>	<b>L'approbation des comptes</b>	615
2.1.	Le délai dans lequel les comptes doivent être approuvés	615
2.2.	Les pouvoirs de l'assemblée générale	615
2.3.	Le rapport de gestion	616
2.4.	La décharge	618
<b>3.</b>	<b>L'approbation du budget</b>	619
3.1.	L'organe compétent	619
3.2.	Le moment où le budget doit être adopté	619
3.3.	La forme et le contenu du budget	619
<b>4.</b>	<b>Les responsabilités des administrateurs</b>	620
<b>CHAPITRE 78</b>	<b>LA PUBLICITÉ DES COMPTES</b>	623
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	623
<b>2.</b>	<b>L'obligation de déposer</b>	623
<b>3.</b>	<b>Le mode de dépôt</b>	624
3.1.	Le dépôt d'un fichier structuré	624
3.2.	Le dépôt d'un fichier PDF	625
<b>4.</b>	<b>L'acceptation des documents déposés</b>	625
<b>5.</b>	<b>La communication des documents par la BNB</b>	626
<b>6.</b>	<b>Les frais de dépôt</b>	627
6.1.	Les tarifs 2019	627
6.2.	Les tarifs tels qu'annoncés par l'arrêté royal du 29 avril 2019	627
<b>7.</b>	<b>Le paiement des frais de dépôt</b>	627
<b>CHAPITRE 79</b>	<b>LA NOMINATION D'UN COMMISSAIRE</b>	629
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	629
<b>2.</b>	<b>L'obligation légale de désigner des commissaires</b>	629
<b>3.</b>	<b>Le commissaire</b>	630



3.1.	Le titre de commissaire	630
3.2.	La nomination des commissaires	630
3.2.1.	Une compétence exclusive de l'assemblée générale	630
3.2.2.	L'indépendance du commissaire	630
3.2.3.	La conclusion d'un contrat	631
3.2.4.	La durée du contrat	631
3.2.5.	Les honoraires	631
3.3.	La démission du commissaire	631
3.4.	La révocation du commissaire	631
3.5.	Les responsabilités	632
3.6.	Les publicités	632

## **CHAPITRE 80 LE CONTRÔLE LÉGAL DES COMPTES PAR LE COMMISSAIRE** 635

<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	635
<b>2.</b>	<b>Le contrôle des comptes annuels</b>	635
<b>3.</b>	<b>Le rapport du commissaire</b>	636
<b>4.</b>	<b>L'information des membres lors des assemblées générales</b>	637
<b>5.</b>	<b>Les missions particulières</b>	638
5.1.	La dissolution volontaire des (grandes) ASBL	638
5.2.	La situation de conflit d'intérêt en cas de collège des liquidateurs	638
5.3.	L'opération de fusion ou de scission	638
5.4.	La transformation de l'ASBL en SCES agréée, en SC agréée comme ES ou en AISBL	638
<b>6.</b>	<b>Les pouvoirs du commissaire</b>	639
6.1.	Le droit d'obtenir et de vérifier les informations	639
6.2.	La possibilité d'activer la sonnette d'alarme	639
6.3.	La convocation de l'assemblée générale	640

## **CHAPITRE 81 LE CONTRÔLE LÉGAL DES COMPTES DANS LES ASBL OÙ EST INSTITUÉ UN CONSEIL D'ENTREPRISE** 641

<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	641
<b>2.</b>	<b>L'obligation légale instaurée au niveau de l'entreprise</b>	641
<b>3.</b>	<b>La désignation d'un commissaire (ou d'un réviseur)</b>	642
3.1.	La nomination du commissaire (ou du réviseur)	642
3.2.	Les honoraires	643
3.3.	La révocation du commissaire	643
<b>4.</b>	<b>Les dispositions spécifiques relatives à la fonction de réviseur</b>	644
4.1.	Rappel	644

4.2.	Les missions	644
4.3.	Les informations communiquées au réviseur	644
4.4.	La participation aux réunions du conseil d'entreprise	645

## **CHAPITRE 82 LE CONTRÔLE DES COMPTES DANS LES ASBL QUI NE DOIVENT PAS DÉSIGNER UN COMMISSAIRE OU UN RÉVISEUR** 647

<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	647
<b>2.</b>	<b>La nomination d'un réviseur</b>	647
<b>3.</b>	<b>La nomination d'un ou de vérificateurs aux comptes</b>	648
<b>4.</b>	<b>Le droit des membres</b>	648
<b>5.</b>	<b>L'information faite au CPPT ou à la délégation syndicale</b>	649
5.1.	L'information du comité pour la prévention et la protection au travail	649
5.2.	L'information de la délégation syndicale	649

## **CHAPITRE 83 LE CONTRÔLE DE LA BONNE UTILISATION DES SUBVENTIONS PAR LES POUVOIRS PUBLICS** 651

<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	651
<b>2.</b>	<b>L'escroquerie ou la tromperie</b>	651
<b>3.</b>	<b>Le contrôle de l'État fédéral, régional ou communautaire</b>	652
<b>4.</b>	<b>Le contrôle des provinces et des communes</b>	652

## **PARTIE 15 LES RESPONSABILITÉS DANS LES ASBL** 655

### **CHAPITRE 84 LES RESPONSABILITÉS – NOTIONS GÉNÉRALES** 657

<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	657
<b>2.</b>	<b>La responsabilité contractuelle</b>	657
2.1.	Les principes	657
2.2.	La nature de l'obligation	658
2.3.	L'obligation contractuelle de résultat	658
2.4.	L'obligation contractuelle de moyens	659
<b>3.</b>	<b>La responsabilité aquilienne</b>	659
3.1.	La responsabilité personnelle	659
3.2.	La responsabilité complexe	660
3.2.1.	Le principe	660
3.2.2.	Une disposition limitative	660
3.2.3.	L'action récursoire	661
<b>4.</b>	<b>Le concours de responsabilités entre cocontractants</b>	661

<b>5.</b>	<b>Les clauses de limitation ou d'exonération de la responsabilité</b>	662
<b>6.</b>	<b>La responsabilité du gardien d'un animal</b>	663
<b>CHAPITRE 85 LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ASBL</b>		665
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	665
<b>2.</b>	<b>La responsabilité de l'ASBL envers ses membres</b>	665
<b>3.</b>	<b>La responsabilité contractuelle de l'ASBL envers les tiers</b>	665
3.1.	Le principe	665
3.2.	La faute contractuelle de l'organe	666
3.2.1.	Le principe	666
3.2.2.	La poursuite d'un but intéressé	666
3.2.3.	Le dépassement de l'objet social de l'ASBL	667
3.2.4.	L'inopposabilité des restrictions apportées aux pouvoirs des organes	667
3.2.5.	Les organes collégiaux et les organes individuels	667
3.3.	La faute commise par un mandataire ou un agent d'exécution	668
3.4.	Un exemple	668
3.4.1.	Les faits	669
3.4.2.	Le principe	669
3.4.3.	La responsabilité quasi délictuelle de L. et D., en leur qualité d'organe	669
3.4.4.	Les informations données dans la phase précontractuelle	670
3.4.5.	La décision de la Cour d'appel	670
<b>4.</b>	<b>La responsabilité aquilienne de l'ASBL envers les tiers</b>	671
4.1.	La faute de l'organe	671
4.2.	La faute commise par un mandataire	673
4.3.	La faute de l'agent d'exécution	673
<b>5.</b>	<b>La responsabilité de l'ASBL en qualité de commettant</b>	674
5.1.	Les notions de « préposé » et de « commettant »	674
5.2.	La faute commise par le préposé dans l'exercice de ses fonctions	675
5.3.	Les conditions nécessaires pour invoquer cette responsabilité	676
5.4.	La portée de la présomption	676
5.5.	L'action récursoire	677
<b>6.</b>	<b>Le « volontaire »</b>	677
<b>CHAPITRE 86 LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'ASBL</b>		679
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	679
<b>2.</b>	<b>Le principe</b>	679

<b>3.</b>	<b>Les comportements qui donnent lieu à la responsabilité</b>	680
<b>4.</b>	<b>L'élément intentionnel</b>	681
<b>5.</b>	<b>Le concours des responsabilités des personnes morales et des personnes physiques</b>	681
<b>6.</b>	<b>L'amende comme peine principale</b>	682
<b>7.</b>	<b>Les peines accessoires</b>	683
<b>8.</b>	<b>La procédure pénale</b>	684
<b>9.</b>	<b>Le détournement de subventions</b>	685
<b>CHAPITRE 87 LA RESPONSABILITÉ DES FONDATEURS ET DES MEMBRES</b>		687
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	687
<b>2.</b>	<b>La responsabilité des fondateurs</b>	687
2.1.	La faute aquilienne envers les tiers	687
2.2.	La nullité du contrat d'association	688
2.3.	La non-acquisition de la personnalité juridique	688
<b>3.</b>	<b>Les engagements pris pour une ASBL en formation</b>	689
3.1.	La responsabilité personnelle et solidaire	689
3.2.	La reprise des engagements	689
3.3.	Les conséquences du non-respect des dispositions	689
<b>4.</b>	<b>La responsabilité des membres de l'ASBL</b>	690
4.1.	La responsabilité des membres envers l'ASBL	690
4.2.	La responsabilité contractuelle envers les tiers	690
4.3.	La responsabilité aquilienne envers les tiers	691
4.4.	La nullité et la dissolution de l'ASBL	692
<b>5.</b>	<b>La responsabilité des membres adhérents</b>	692
<b>CHAPITRE 88 LES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES À LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET AQUILienne DES ADMINISTRATEURS ET DES REPRÉSENTANTS GÉNÉRAUX</b>		693
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	693
<b>2.</b>	<b>Les administrateurs concernés</b>	693
2.1.	Les administrateurs en fonction et les anciens administrateurs	693
2.2.	L'administrateur personne morale	694
2.3.	L'administrateur public	694
2.4.	L'administrateur de fait	694
<b>3.</b>	<b>Le comportement fautif</b>	695
3.1.	La faute est, en principe, individuelle	696
3.2.	L'instauration d'une responsabilité solidaire	696

3.3.	La possibilité de se désolidariser d'une décision collégiale	698
3.4.	L'appréciation de la faute par le juge	699
3.5.	Des « excuses » qui n'éluident pas la faute	700
<b>4.</b>	<b>L'existence d'un dommage</b>	701
4.1.	L'obligation de prouver le dommage	701
4.2.	L'instauration de plafonds d'indemnisation	701
4.3.	L'application des plafonds	703
4.4.	Les exceptions à la règle du plafonnement	705
4.5.	L'interdiction de clause d'exonération de responsabilité ou de garantie	705
<b>5.</b>	<b>L'existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage</b>	706
<b>6.</b>	<b>Les principaux mécanismes protecteurs</b>	706
6.1.	La désolidarisation	706
6.2.	La prescription	706
6.3.	La démission	706
6.4.	L'assurance R.C. Administrateur	707
<b>CHAPITRE 89</b>	<b>LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE ET AQUI- LIENNE DES ADMINISTRATEURS ET DES REPRÉ- SENTANTS GÉNÉRAUX</b>	709
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	709
<b>2.</b>	<b>La responsabilité contractuelle de l'administrateur envers l'ASBL</b>	709
2.1.	Le recours au droit du mandat	709
2.2.	Les fautes qui peuvent être reprochées aux administrateurs	710
2.2.1.	Les fautes de gestion	710
2.2.2.	Des fautes liées à la répartition des tâches entre administrateurs	711
2.2.3.	Les fautes dans l'accomplissement de la fonction	712
2.2.4.	Quelques conseils	712
2.3.	<i>L'actio mandati</i>	713
2.3.1.	L'organe compétent pour décider d'intenter l'action en responsabilité contractuelle	713
2.3.2.	La décharge et ses conséquences	713
2.4.	L'atténuation de la responsabilité instaurée par le Code civil en cas de mandat à titre gratuit	714
<b>3.</b>	<b>La responsabilité aquilienne des administrateurs envers les tiers (en bref)</b>	715
3.1.	La responsabilité aquilienne de l'administrateur envers les cocontractants de l'ASBL	715
3.2.	La responsabilité aquilienne de l'administrateur envers les tiers non contractants	716

3.3.	La responsabilité aquilienne de l'administrateur lorsque sa mauvaise gestion a causé le non-paiement par l'ASBL d'une dette légale envers des créanciers institutionnels	717
4.	<b>La responsabilité présumée en matière de précompte professionnel et de T.V.A.</b>	717
5.	<b>La responsabilité particulière envers l'O.N.S.S.</b>	719
6.	<b>La violation du Code et des statuts</b>	719
<b>CHAPITRE 90 LA RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS DANS LES ASBL EN DIFFICULTÉ</b>		721
1.	<b>Aperçu</b>	721
2.	<b>Une vigilance particulière</b>	721
3.	<b>Les tentatives de redresser la situation financière</b>	721
3.1.	L'obligation d'intervenir	721
3.2.	L'obligation de ne pas poursuivre une activité manifestement déficitaire	722
3.3.	Les étapes pour tenter de redresser la situation de l'ASBL	723
3.4.	L'information de l'assemblée générale	724
3.5.	La justification des décisions prises	725
3.6.	Une sempiternelle interrogation	725
4.	<b>La sonnette d'alarme</b>	725
4.1.	L'obligation du commissaire	725
4.2.	L'obligation des professionnels du chiffre	726
4.3.	La responsabilité des administrateurs	726
<b>CHAPITRE 91 LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ORGANE DE GESTION JOURNALIÈRE</b>		727
1.	<b>Aperçu</b>	727
2.	<b>La responsabilité civile contractuelle envers l'ASBL</b>	727
3.	<b>La responsabilité aquilienne envers les tiers</b>	728
4.	<b>La limitation de responsabilité en cas de contrat de travail</b>	728
<b>CHAPITRE 92 LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS EN CAS DE FAILLITE</b>		729
1.	<b>Aperçu</b>	729
2.	<b>Remarques générales</b>	729
2.1.	Les dispositions spécifiques prévues par le livre XX du Code de droit économique	729
2.2.	Les dirigeants concernés	729
2.3.	Le tribunal compétent	730

2.4.	L'aveu de faillite	730
<b>3.</b>	<b>L'action en comblement du passif</b>	731
3.1.	La disposition légale	731
3.2.	Les dirigeants d'ASBL exclus de l'action en comblement du passif	731
3.3.	Les conditions	732
3.3.1.	La notion de faute grave et caractérisée	732
3.3.2.	Quelques exemples	733
3.4.	La particularité de l'action	734
3.5.	Le titulaire de l'action	735
3.6.	L'indemnisation	735
3.7.	La condamnation individuelle ou solidaire	736
<b>4.</b>	<b>La responsabilité pour non-paiement des dettes sociales</b>	736
4.1.	La disposition légale	736
4.2.	Les dirigeants concernés	737
4.3.	Le titulaire de l'action	737
4.4.	L'indemnisation	737
<b>5.</b>	<b>La responsabilité pour la poursuite déraisonnable de l'activité déficitaire de l'ASBL</b>	738
5.1.	La disposition légale	738
5.2.	Les dirigeants d'ASBL exclus de l'action en comblement du passif	738
5.3.	Les conditions de l'action	739
5.3.1.	La notion de faute	739
5.3.2.	Le moment à partir duquel le dirigeant adopte un comportement fautif	740
5.3.3.	Quelques précautions à prendre	740
5.4.	Le titulaire de l'action	741
5.5.	Le pouvoir du juge	741
5.6.	L'indemnisation du dommage	741
<b>CHAPITRE 93</b>	<b>LA RESPONSABILITÉ DES LIQUIDATEURS</b>	743
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	743
<b>2.</b>	<b>La mission des liquidateurs</b>	743
<b>3.</b>	<b>Les responsabilités des liquidateurs</b>	743
<b>4.</b>	<b>Un exemple</b>	744
<b>CHAPITRE 94</b>	<b>LA RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE ET DU VÉRIFICATEUR AUX COMPTES</b>	747
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	747
<b>2.</b>	<b>Le commissaire</b>	747
2.1.	Généralités	747

2.2.	La responsabilité contractuelle	747
2.3.	La responsabilité aquilienne	748
<b>3.</b>	<b>Les vérificateurs aux comptes</b>	<b>748</b>
<b>CHAPITRE 95 LA RESPONSABILITÉ DU MANDATAIRE</b>		<b>749</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>749</b>
<b>2.</b>	<b>Le principe</b>	<b>749</b>
<b>3.</b>	<b>La faute commise envers l'ASBL</b>	<b>749</b>
3.1.	La faute contractuelle	749
3.2.	La faute aquilienne	750
<b>4.</b>	<b>La faute commise envers les tiers</b>	<b>750</b>
4.1.	La faute commise dans l'exécution du mandat	750
4.2.	La faute du mandant ou la faute présumée de celui-ci	751
<b>CHAPITRE 96 LA RESPONSABILITÉ DU TRAVAILLEUR SALARIÉ</b>		<b>753</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>753</b>
<b>2.</b>	<b>Le principe</b>	<b>753</b>
<b>3.</b>	<b>Le texte juridique</b>	<b>754</b>
<b>4.</b>	<b>L'exécution du contrat de travail</b>	<b>754</b>
<b>5.</b>	<b>Le dol</b>	<b>754</b>
<b>6.</b>	<b>La faute lourde</b>	<b>755</b>
<b>7.</b>	<b>La faute légère habituelle</b>	<b>755</b>
<b>8.</b>	<b>La faute légère occasionnelle</b>	<b>756</b>
<b>9.</b>	<b>L'accident de travail</b>	<b>756</b>
<b>10.</b>	<b>Les dérogations</b>	<b>756</b>
<b>11.</b>	<b>L'imputation du dommage</b>	<b>756</b>
<b>12.</b>	<b>Les véhicules</b>	<b>757</b>
<b>CHAPITRE 97 LA RESPONSABILITÉ DES VOLONTAIRES</b>		<b>759</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>759</b>
<b>2.</b>	<b>La portée du terme « volontaire »</b>	<b>759</b>
<b>3.</b>	<b>Le texte légal</b>	<b>759</b>
<b>4.</b>	<b>Le champ d'application</b>	<b>760</b>
<b>5.</b>	<b>L'instauration d'une quasi-immunité au bénéfice du volontaire</b>	<b>760</b>
<b>6.</b>	<b>La responsabilité pénale</b>	<b>760</b>



<b>7.</b>	<b>Le lien de subordination</b>	761
<b>8.</b>	<b>L'exercice des activités volontaires</b>	761
<b>9.</b>	<b>La nullité des dispositions contraires</b>	762
<b>10.</b>	<b>L'action à l'encontre du volontaire</b>	762
10.1.	L'action des tiers envers le volontaire	762
10.2.	L'action de l'association envers le volontaire	762
<b>CHAPITRE 98 LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES DIRIGEANTS, MANDATAIRES ET PRÉPOSÉS DE L'ASBL</b>		763
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	763
<b>2.</b>	<b>Le concours des responsabilités</b>	763
<b>3.</b>	<b>Les infractions au droit comptable</b>	763
<b>4.</b>	<b>L'abus de biens sociaux</b>	764
4.1.	Général	764
4.2.	L'intention frauduleuse	764
4.3.	L'intérêt personnel	764
4.4.	L'abus de biens ou du crédit de l'ASBL	765
4.5.	Les dirigeants de droit ou de fait	765
4.6.	Les sanctions	766
<b>5.</b>	<b>L'abus de confiance</b>	766
<b>6.</b>	<b>La corruption</b>	768
6.1.	Les dispositions légales	768
6.2.	L'objectif poursuivi	769
6.3.	L'acte corrupteur	769
6.4.	L'avantage de toute nature	769
6.5.	Un acte de sa fonction	770
6.6.	L'élément moral	770
<b>7.</b>	<b>Le détournement de subventions</b>	770
<b>CHAPITRE 99 LES ASSURANCES</b>		773
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	773
<b>2.</b>	<b>L'assurance incendie de l'ASBL propriétaire</b>	773
2.1.	Les garanties	773
2.1.1.	La garantie de base	773
2.1.2.	Les extensions fréquentes	774
2.1.3.	Les garanties complémentaires	774
2.1.4.	Les garanties facultatives	775
2.2.	L'évaluation des biens assurés	775
2.3.	L'assurance incendie de l'ASBL locataire	776
<b>3.</b>	<b>La R.C. objective en cas d'incendie ou d'explosion</b>	776

4.	<b>L'assurance R.C. Exploitation</b>	778
5.	<b>La R.C. produits ou après livraison</b>	779
6.	<b>La garantie « biens confiés »</b>	780
7.	<b>L'assurance Protection juridique</b>	780
8.	<b>L'assurance « activités temporaires »</b>	781
9.	<b>L'assurance R.C. Professionnelle</b>	781
10.	<b>L'assurance R.C. Administrateur</b>	781
11.	<b>L'assurance Volontariat</b>	781
12.	<b>L'assurance travail associatif</b>	784
13.	<b>Les autres assurances</b>	784

**PARTIE 16 LE CONTRAT DE VOLONTAIRE, DE TRAVAIL ASSOCIATIF, D'ARTISTE ET DE SPORTIF AMATEUR** 785

**CHAPITRE 100 LA DÉFINITION DU VOLONTARIAT** 787

1.	<b>Aperçu</b>	787
2.	<b>La définition</b>	787
3.	<b>Les caractéristiques du volontariat</b>	789
3.1.	La réalisation d'une activité non rémunérée	789
3.2.	Une activité exercée « sans obligation »	790
3.3.	L'activité organisée par une organisation sans but lucratif	790
3.4.	L'activité au profit d'autrui	791
3.4.1.	Le texte légal	791
3.4.2.	La qualité de simple participant	791
3.4.3.	Les organisations créées pour rendre service à leurs membres	792
3.4.4.	Les administrateurs et les mandataires	792
3.4.5.	L'activité exercée en dehors d'un cadre professionnel	793
3.4.6.	Les étrangers	793
4.	<b>Le lieu de la réalisation du volontariat</b>	794
5.	<b>Les bénévoles qui ne sont pas considérés comme volontaires</b>	794
6.	<b>Les différents types de volontariat</b>	795
7.	<b>Les organisations qui prêtent des volontaires à d'autres organisations</b>	796
8.	<b>Les interdictions</b>	796
8.1.	Les personnes condamnées	796

8.2.	Les personnes internées	797
<b>CHAPITRE 101 LA LOI RELATIVE AUX DROITS DES VOLONTAIRES</b>		799
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	799
<b>2.</b>	<b>L'obligation d'information</b>	799
2.1.	Le texte légal	799
2.2.	Le contenu minimum de l'information	799
2.3.	La nature de cette information	800
2.4.	Le mode d'information	801
2.5.	La preuve de la transmission de l'information	801
<b>3.</b>	<b>La responsabilité du volontaire</b>	801
<b>4.</b>	<b>Le droit du travail</b>	802
<b>5.</b>	<b>Les défraiements alloués aux volontaires</b>	802
5.1.	Le choix de l'un ou l'autre système d'indemnisation	802
5.2.	Les montants forfaitaires maximums	803
5.3.	Les frais réels	806
5.4.	L'interdiction de cumul des deux systèmes	806
5.5.	Les cadeaux	807
<b>6.</b>	<b>Les volontaires bénéficiaires de revenus de remplacement</b>	807
6.1.	Les chômeurs	807
6.2.	Les chômeurs avec complément d'entreprise	808
6.3.	Les travailleurs atteints d'une incapacité de travail	808
6.4.	Le travailleur victime d'un accident de travail	809
6.5.	Le travailleur victime d'une maladie professionnelle	809
6.6.	Le jeune bénéficiaire d'allocations familiales	810
6.7.	Le volontaire bénéficiaire d'un revenu d'intégration	810
6.8.	Le bénéficiaire de l'accueil	811
<b>CHAPITRE 102 LE CONTRAT EN MATIÈRE DE TRAVAIL ASSOCIATIF</b>		813
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	813
<b>2.</b>	<b>Les conditions relatives à l'association</b>	813
<b>3.</b>	<b>Les conditions relatives aux travailleurs associatifs</b>	814
<b>4.</b>	<b>Les activités pouvant être réalisées dans le cadre du travail associatif</b>	815
<b>5.</b>	<b>La conclusion du contrat</b>	816
<b>6.</b>	<b>Les suspensions de l'exécution du contrat</b>	817
<b>7.</b>	<b>La fin du contrat</b>	818
<b>8.</b>	<b>Les responsabilités</b>	818

<b>9.</b>	<b>La non-application de certaines dispositions</b>	819
<b>10.</b>	<b>La protection du Bien-Être</b>	819
<b>11.</b>	<b>L'indemnisation du travailleur</b>	819
<b>12.</b>	<b>La déclaration électronique</b>	820
<b>CHAPITRE 103</b>	<b>L'ARTISTE</b>	823
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	823
<b>2.</b>	<b>Le régime des « petites indemnités » pour les artistes</b>	823
2.1.	La notion d'artiste	823
2.2.	La réglementation O.N.S.S.	824
<b>3.</b>	<b>La réglementation fiscale</b>	825
3.1.	Le texte légal	825
3.2.	Les conditions	825
3.3.	Le cumul des « petites indemnités » et de l'indemnité de frais forfaitaire allouée aux <i>volontaires</i>	826
<b>4.</b>	<b>L'animateur d'une activité artistique</b>	826
<b>5.</b>	<b>L'artiste et la réglementation du chômage</b>	827
<b>CHAPITRE 104</b>	<b>LES INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX SPORTIFS ET À CERTAINS BÉNÉVOLES QUI NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME DES VOLONTAIRES</b>	829
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	829
<b>2.</b>	<b>Le champ d'application de la circulaire Viseur</b>	829
2.1.	La qualité de bénévole	830
2.2.	Les activités visées	830
2.3.	La notion d'activité occasionnelle	830
2.4.	La personne pour le compte de laquelle l'activité est exercée	831
<b>3.</b>	<b>Le remboursement forfaitaire de frais</b>	831
3.1.	L'indemnisation forfaitaire	831
3.1.1.	Le principe	831
3.1.2.	L'interdiction de cumul des deux systèmes	832
3.1.3.	Les clubs sportifs	832
3.2.	Le remboursement des frais réels	834
<b>PARTIE 17</b>	<b>L'ASBL ET LE DROIT ÉCONOMIQUE</b>	837
<b>CHAPITRE 105</b>	<b>LA NOTION D'ENTREPRISE</b>	839
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	839
<b>2.</b>	<b>Le champ d'application général du Code de droit économique</b>	839

<b>3.</b>	<b>La notion d'activité économique</b>	840
<b>4.</b>	<b>Un champ d'application différencié</b>	841
<b>CHAPITRE 106 LA BANQUE-CARREFOUR DES ENTREPRISES</b>		843
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	843
<b>2.</b>	<b>L'inscription à la BCE</b>	843
<b>3.</b>	<b>Le numéro d'entreprise et le numéro d'établissement</b>	843
<b>4.</b>	<b>Les données exigées</b>	844
<b>5.</b>	<b>L'utilisation du numéro d'entreprise</b>	845
<b>6.</b>	<b>La modification ou la radiation d'office des données</b>	846
<b>CHAPITRE 107 LES PRATIQUES DU MARCHÉ ET LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</b>		847
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	847
<b>2.</b>	<b>Les ASBL concernées</b>	847
2.1.	La notion de consommateur	847
2.2.	La notion de produits	848
2.3.	La notion de services	848
<b>3.</b>	<b>La protection du consommateur</b>	849
3.1.	Général	849
3.2.	L'information du consommateur	849
3.3.	L'indication des prix	850
3.4.	Le contrat avec le consommateur	851
3.5.	Les clauses abusives	851
3.6.	La reconduction du contrat	852
3.7.	Les garanties des biens de consommation	852
3.8.	Les achats forcés	853
3.9.	Les contrats à distance	853
3.10.	Les communications non souhaitées	854
3.11.	Les contrats conclus en dehors de locaux de l'ASBL	854
3.12.	La vente à perte	855
3.13.	L'exercice de certaines pratiques particulières	855
<b>CHAPITRE 108 LES PRATIQUES DU MARCHÉ DÉLOYALES</b>		857
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	857
<b>2.</b>	<b>Les pratiques du marché déloyales</b>	857
2.1.	La définition	857
2.2.	Les pratiques déloyales à l'égard des consommateurs	857
2.2.1.	Les pratiques trompeuses	858
2.2.2.	Les pratiques agressives	858

<b>3.</b>	<b>Les pratiques déloyales à l'égard de personnes autres que les consommateurs</b>	859
3.1.	L'interdiction de certains comportements	859
3.2.	La notion d'acte contraire aux pratiques honnêtes du marché	860
<b>4.</b>	<b>L'exercice par une ASBL d'une activité économique dans un but lucratif</b>	861
<b>5.</b>	<b>L'exercice à titre principal d'une activité économique par une ASBL qui poursuit un but désintéressé</b>	862
5.1.	Les ASBL qui se sont adaptées aux dispositions du Code des sociétés et des associations	862
5.2.	Les ASBL qui ne sont pas encore adaptées aux dispositions du Code des sociétés et des associations	862
5.2.1.	La position de la Cour de cassation sur la portée à donner à l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 27 juin 1921	862
5.2.2.	La thèse restrictive	863
5.2.3.	La thèse libérale	864
<b>6.</b>	<b>L'utilisation du volontariat pour la vente de biens ou de services à un prix anormalement bas</b>	865
<b>7.</b>	<b>L'activité subventionnée</b>	867
<b>CHAPITRE 109 LES ACTIONS PARTICULIÈRES POUR CONTRER LES PRATIQUES DU MARCHÉ DÉLOYALES</b>		869
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	869
<b>2.</b>	<b>L'action en cessation</b>	869
2.1.	Le but de l'action	869
2.2.	L'intentement de l'action	869
2.3.	Les autres mesures	870
2.4.	La réclamation de dommages et intérêts	871
<b>3.</b>	<b>L'action en réparation collective</b>	871
3.1.	Les caractéristiques principales de l'action en réparation collective	871
3.2.	L'organisme qui intente l'action collective	872
3.3.	Les conditions pour qu'une action en réparation collective soit autorisée	872
3.4.	La composition du groupe de consommateurs	873
3.5.	La procédure	873
3.6.	Les conséquences pour un membre du groupe	873
3.7.	Les conséquences pour un consommateur qui n'est pas membre du groupe	874
<b>CHAPITRE 110 LES ACTIVITÉS AMBULANTES</b>		875
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	875

<b>2.</b>	<b>La définition de l'activité ambulante</b>	875
<b>3.</b>	<b>Les exclusions</b>	875
3.1.	Les activités sans caractère commercial et à but philanthro- pique	876
3.1.1.	Les activités exemptées	876
3.1.2.	L'autorisation	876
3.1.3.	L'affectation des fonds	877
3.2.	Les associations de jeunesse	877
3.3.	Les catastrophes	878
3.4.	Le refus d'autorisation	878
3.5.	Le retrait de l'autorisation	878
<b>4.</b>	<b>Les ventes occasionnelles</b>	878
<b>5.</b>	<b>Les renseignements</b>	879
<b>CHAPITRE 111 LE DROIT DES MARQUES</b>		881
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	881
<b>2.</b>	<b>La possibilité de déposer une marque</b>	881
<b>3.</b>	<b>Les définitions</b>	881
<b>4.</b>	<b>L'étendue territoriale de la protection</b>	882
<b>5.</b>	<b>Les conditions de validité d'une marque</b>	883
5.1.	Général	883
5.2.	Le caractère distinctif	883
5.3.	La licéité	884
5.4.	La disponibilité	884
5.5.	La nullité de la marque	885
<b>6.</b>	<b>Les conflits d'antériorités</b>	885
<b>7.</b>	<b>Les marques de services</b>	886
<b>8.</b>	<b>L'intérêt du dépôt</b>	886
<b>9.</b>	<b>La procédure</b>	886
9.1.	Le dépôt d'une marque Benelux	886
9.2.	Le dépôt d'une marque communautaire	887
9.3.	Le dépôt d'une marque internationale	887
<b>10.</b>	<b>Les renseignements pratiques pour le dépôt d'une marque</b>	888
10.1.	Le dépôt d'une marque Benelux	888
10.2.	Le dépôt d'une marque communautaire	889
10.3.	Le dépôt d'une marque internationale	889
<b>11.</b>	<b>La cession de la marque</b>	889
<b>12.</b>	<b>La radiation de l'enregistrement de la marque</b>	889
<b>13.</b>	<b>La déchéance du droit de marque</b>	890

<b>14.</b>	<b>Les atteintes à la marque</b>	890
<b>15.</b>	<b>L'action en cessation</b>	891
<b>16.</b>	<b>Les dommages et intérêts</b>	892
<b>17.</b>	<b>L'i-Dépôt</b>	892
<b>CHAPITRE 112 L'INSOLVABILITÉ DES ASBL</b>		893
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	893
<b>2.</b>	<b>Les mesures</b>	893
<b>3.</b>	<b>La détection des entreprises en difficulté</b>	893
3.1.	La collecte des données	893
3.2.	La chambre des entreprises en difficulté	894
<b>4.</b>	<b>Le médiateur de l'entreprise et le mandataire de justice</b>	895
4.1.	Le médiateur d'entreprise	895
4.2.	Le mandataire de justice	896
<b>5.</b>	<b>L'accord amiable préprocédural</b>	896
<b>6.</b>	<b>Les mesures prises avant le prononcé de la faillite</b>	897
<b>7.</b>	<b>La réorganisation judiciaire</b>	898
7.1.	L'objectif	898
7.2.	La requête	898
7.3.	Les conditions pour l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire	899
7.4.	Les principaux effets de la décision de réorganisation judiciaire	899
7.5.	La réorganisation judiciaire par accord amiable	899
7.6.	La réorganisation judiciaire par un accord collectif	900
7.7.	La réorganisation judiciaire par transfert d'entreprise sous autorité judiciaire	900
<b>8.</b>	<b>La faillite</b>	902
<b>CHAPITRE 113 DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DES ASBL</b>		903
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	903
<b>2.</b>	<b>La vente de denrées alimentaires</b>	903
<b>3.</b>	<b>La protection de la concurrence économique</b>	904
<b>4.</b>	<b>La responsabilité du fait des produits défectueux</b>	905
<b>5.</b>	<b>Le bail commercial</b>	906
5.1.	La vente directe au public	906
5.2.	L'ASBL locataire	906
5.3.	Éléments de jurisprudence	907
<b>6.</b>	<b>La participation à une société</b>	908



<b>7.</b>	<b>La certification des titres</b>	909
<b>8.</b>	<b>Le label social</b>	910
<b>9.</b>	<b>Le retard de paiement dans les transactions commerciales</b>	911
<b>10.</b>	<b>La preuve</b>	912
<b>PARTIE 18 LES MARCHÉS PUBLICS</b>		913
<b>CHAPITRE 114 NOTIONS GÉNÉRALES</b>		915
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	915
<b>2.</b>	<b>Le cadre juridique</b>	915
2.1.	La définition	915
2.2.	La réglementation	915
<b>3.</b>	<b>Les secteurs</b>	916
3.1.	Les secteurs classiques	916
3.2.	Les secteurs spéciaux	916
<b>4.</b>	<b>Les pouvoirs adjudicateurs</b>	916
4.1.	Généralités	916
4.2.	L'ASBL en tant que pouvoir adjudicateur	917
<b>5.</b>	<b>Les principes généraux</b>	917
5.1.	Les principes de non-discrimination, d'égalité de traitement, de transparence et de proportionnalité	918
5.2.	Le respect du droit environnemental, social et du travail	918
5.3.	Le principe forfaitaire	919
5.4.	Le paiement pour service fait et accepté	919
5.5.	Le conflit d'intérêts	919
5.6.	Les moyens de communication	919
5.6.1.	Le recours aux moyens électroniques	919
5.6.2.	Dispositions transitoires	920
<b>CHAPITRE 115 LES SEUILS APPLICABLES ET LES TYPES DE MARCHÉS</b>		921
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	921
<b>2.</b>	<b>Les seuils</b>	921
2.1.	Tableau (montants H.T.V.A.)	922
2.2.	Remarques	923
<b>3.</b>	<b>Les types de marchés</b>	923
3.1.	Les marchés de travaux	924
3.2.	Les marchés de fournitures	925
3.3.	Les marchés de services	925

<b>CHAPITRE 116 LES MODES DE PASSATION DES MARCHÉS</b>	927
1. <b>Aperçu</b>	927
2. <b>Les procédures ouvertes et restreintes</b>	927
3. <b>Les procédures avec négociation</b>	928
3.1. La procédure concurrentielle avec négociation	928
3.2. La procédure négociée directe avec publication préalable	929
3.3. La procédure négociée sans publication préalable	929
<b>CHAPITRE 117 LA PASSATION DU MARCHÉ</b>	931
1. <b>Aperçu</b>	931
2. <b>La consultation</b>	931
3. <b>L'estimation du montant du marché</b>	932
4. <b>Le choix de la procédure</b>	933
5. <b>La détermination du prix</b>	933
6. <b>La rédaction des documents du marché</b>	934
6.1. L'avis de préinformation	934
6.2. L'avis de marché	935
6.3. Le cahier spécial des charges (CSC)	935
6.4. Les annexes	937
7. <b>La mise en concurrence</b>	937
8. <b>Les délais</b>	938
9. <b>La sélection</b>	939
9.1. Les motifs d'exclusion	940
9.1.1. Les motifs d'exclusion obligatoires	940
9.1.2. Les motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales	941
9.1.3. Les motifs d'exclusion facultatifs	941
9.1.4. Les mesures correctrices	942
9.2. Les critères de sélection	942
9.2.1. L'aptitude à exercer l'activité professionnelle	944
9.2.2. La capacité économique et financière	944
9.2.3. Les capacités techniques et professionnelles	944
9.3. Les marchés réservés	945
9.4. L'agrément des entrepreneurs	945
9.5. Le document unique de marché européen (DUME) et la déclaration implicite sur l'honneur	946
9.5.1. Le Document unique de Marché européen (DUME)	946
9.5.2. La déclaration implicite sur l'honneur	947

<b>CHAPITRE 118</b>	<b>L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ</b>	949
1.	<b>Aperçu</b>	949
2.	<b>Les critères d'attribution</b>	949
3.	<b>La régularité des offres</b>	951
3.1.	Les irrégularités substantielles et non substantielles	951
3.2.	Les particularités des procédures avec négociation	952
4.	<b>La vérification des prix et des coûts</b>	953
5.	<b>L'examen des coûts et des prix anormaux</b>	953
6.	<b>La présomption d'anormalité des prix</b>	954
7.	<b>L'examen des offres</b>	955
8.	<b>La négociation</b>	956
8.1.	En procédure concurrentielle avec négociation et procédure négociée directe avec publication préalable	956
8.2.	En procédure négociée sans publication préalable	957
9.	<b>La non-attribution</b>	957
10.	<b>La motivation et l'information</b>	957
11.	<b>Le délai d'attente</b>	959
<b>CHAPITRE 119</b>	<b>LA CONCLUSION DU MARCHÉ</b>	961
1.	<b>Aperçu</b>	961
2.	<b>La procédure ouverte et la procédure restreinte</b>	961
3.	<b>La procédure négociée sans publication préalable et procédure concurrentielle avec négociation</b>	962
4.	<b>L'avis d'attribution</b>	962
<b>CHAPITRE 120</b>	<b>LES RECOURS</b>	963
1.	<b>Aperçu</b>	963
2.	<b>Les instances de recours</b>	963
3.	<b>L'annulation</b>	963
4.	<b>La suspension</b>	963
5.	<b>Les dommages et intérêts</b>	964
6.	<b>La déclaration d'absence d'effets</b>	964
7.	<b>Les sanctions de substitution</b>	965
8.	<b>Les délais de recours</b>	966

<b>PARTIE 19</b>	<b>DES SOURCES DE FINANCEMENT PRIVÉES</b>	967
<b>CHAPITRE 121</b>	<b>LES LIBÉRALITÉS FAITES PAR UN PARTICULIER – GÉNÉRALITÉS</b>	969
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	969
<b>2.</b>	<b>Rappel historique</b>	969
<b>3.</b>	<b>La notion de « libéralité »</b>	970
3.1.	Général	970
3.2.	La définition de la donation	970
3.3.	La définition d'un legs	970
<b>4.</b>	<b>Les caractéristiques communes</b>	971
4.1.	Le consentement	971
4.2.	La capacité des parties	971
4.3.	La cause	972
4.4.	L'objet	972
<b>5.</b>	<b>Les caractéristiques différentes</b>	972
<b>6.</b>	<b>Les clauses particulières</b>	973
<b>7.</b>	<b>Les dons à un membre du personnel</b>	974
<b>CHAPITRE 122</b>	<b>LES DONATIONS FAITES PAR UN PARTICULIER</b>	977
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	977
<b>2.</b>	<b>Rappel des caractéristiques d'une donation</b>	977
<b>3.</b>	<b>La donation par acte authentique</b>	977
3.1.	L'obligation de passer l'acte devant un notaire	977
3.2.	L'enregistrement de l'acte	978
3.2.1.	En Région wallonne	978
3.2.2.	En Région de Bruxelles-Capitale	979
3.3.	L'autorisation ministérielle	979
<b>4.</b>	<b>Le don manuel</b>	979
4.1.	La définition du don manuel	979
4.2.	La preuve d'un don manuel	980
4.3.	L'enregistrement des actes	981
4.4.	L'autorisation ministérielle	981
<b>5.</b>	<b>La donation indirecte</b>	982
5.1.	La définition du don indirect	982
5.2.	La preuve d'un don indirect	983
5.3.	L'enregistrement des actes	983
5.4.	L'autorisation ministérielle	984
<b>6.</b>	<b>La donation déguisée</b>	984
<b>7.</b>	<b>Le don anonyme</b>	984

<b>8.</b>	<b>Les cotisations</b>	984
<b>9.</b>	<b>Les dispositions anti-blanchiment</b>	985
<b>CHAPITRE 123 L'AUTORISATION MINISTÉRIELLE POUR RECEVOIR UN DON FAIT PAR UN PARTICULIER</b>		987
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	987
<b>2.</b>	<b>Le prescrit légal</b>	987
<b>3.</b>	<b>La nature de l'autorisation</b>	987
<b>4.</b>	<b>L'évaluation du montant de la donation</b>	988
<b>5.</b>	<b>Le transfert de propriété</b>	988
<b>6.</b>	<b>Les conditions de l'autorisation</b>	989
<b>7.</b>	<b>Les libéralités qui ne nécessitent pas d'autorisation</b>	989
<b>8.</b>	<b>La décision ministérielle</b>	990
8.1.	La décision	990
8.2.	L'autorisation tacite	990
8.3.	Le refus d'autorisation	990
8.4.	L'autorisation partielle	990
8.5.	L'autorisation sous condition	991
8.6.	La contestation de la décision ministérielle	991
<b>9.</b>	<b>Les différentes étapes avant la décision ministérielle</b>	991
9.1.	L'acceptation provisoire d'un don	991
9.2.	La demande d'autorisation	992
9.3.	Les documents à joindre à la demande d'autorisation	992
9.4.	La gestion des biens	993
9.5.	L'acceptation définitive	993
<b>10.</b>	<b>Les sanctions</b>	993
<b>CHAPITRE 124 LES LEGS FAITS PAR UN PARTICULIER</b>		995
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	995
<b>2.</b>	<b>Les formes requises pour un legs</b>	995
2.1.	Le testament olographe	995
2.2.	Le testament authentique	996
2.3.	Le testament international	996
<b>3.</b>	<b>L'enregistrement du testament</b>	996
3.1.	En Région wallonne	996
3.2.	En Région de Bruxelles-Capitale	997
<b>4.</b>	<b>La protection des créanciers et des héritiers réservataires</b>	997
<b>5.</b>	<b>Le legs duo</b>	998
<b>6.</b>	<b>L'autorisation ministérielle</b>	998

<b>CHAPITRE 125</b>	<b>LES APPORTS À TITRE GRATUIT EFFECTUÉS PAR UN PARTICULIER</b>	999
1.	Aperçu	999
2.	La définition	999
3.	La taxe d'enregistrement	1000
4.	La reprise de l'apport	1000
5.	Les cotisations	1001
<b>CHAPITRE 126</b>	<b>LES TRANSFERTS DE PATRIMOINE ENTRE ASSOCIATIONS</b>	1003
1.	Aperçu	1003
2.	Un apport à titre gratuit	1003
3.	La taxe d'enregistrement	1004
<b>CHAPITRE 127</b>	<b>LES COLLECTES À DOMICILE</b>	1005
1.	Aperçu	1005
2.	Une mesure protectrice	1005
3.	Les collectes qui ne nécessitent pas d'autorisation	1005
4.	Les collectes où l'autorisation est requise	1006
5.	Les autorisations nationales	1006
6.	Les sanctions	1007
7.	L'abus de confiance	1008
8.	Les collectes sur la voie publique	1008
9.	Le marketing humanitaire	1009
<b>CHAPITRE 128</b>	<b>LES LOTERIES PUBLIQUES</b>	1011
1.	Aperçu	1011
2.	La définition	1011
3.	Les loteries privées	1011
4.	Les loteries publiques	1012
5.	Les subsides de la Loterie nationale	1014
5.1.	Les subsides à charge des budgets réservés au gouvernement fédéral	1014
5.2.	Les subsides à charge de la Communauté française, de la COCOF ou de la Région wallonne	1015
5.2.1.	La Communauté française	1015

5.2.2.	La COCOF	1015
5.2.3.	La Région wallonne	1015
<b>PARTIE 20</b>	<b>L'ACTION EN JUSTICE</b>	1017
<b>CHAPITRE 129</b>	<b>LA CAPACITÉ D'AGIR EN JUSTICE</b>	1019
1.	<b>Aperçu</b>	1019
2.	<b>La personnalité juridique</b>	1019
3.	<b>La spécialité légale ou statutaire</b>	1020
4.	<b>L'ASBL en formation</b>	1020
<b>CHAPITRE 130</b>	<b>LA DÉCISION D'ESTER EN JUSTICE</b>	1021
1.	<b>Aperçu</b>	1021
2.	<b>L'organe légal</b>	1021
3.	<b>La preuve de la décision</b>	1022
4.	<b>L'instance statutaire</b>	1024
5.	<b>Les délégations</b>	1024
6.	<b>Les actes de procédure</b>	1025
7.	<b>L'introduction de la demande</b>	1025
8.	<b>La comparution en justice</b>	1026
9.	<b>L'interrogatoire des parties</b>	1027
<b>CHAPITRE 131</b>	<b>LA CONDITION D'INTÉRÊT</b>	1029
1.	<b>Aperçu</b>	1029
2.	<b>Une condition indispensable</b>	1029
3.	<b>L'action de l'ASBL visant à défendre ses intérêts propres</b>	1029
3.1.	Les cours et tribunaux	1029
3.1.1.	L'intérêt personnel de l'ASBL	1029
3.1.2.	L'action de l'ASBL visant à défendre l'intérêt de ses membres	1030
3.2.	La Cour constitutionnelle	1031
3.3.	Le Conseil d'État	1031
4.	<b>L'action d'intérêt général</b>	1032
5.	<b>L'action civile visant à défendre des intérêts collectifs</b>	1033
5.1.	Dispositions générales	1033
5.2.	La Cour constitutionnelle	1033
5.3.	Le Conseil d'État	1034
5.4.	Les cours et tribunaux	1035

5.4.1.	Auparavant	1035
5.4.2.	La situation depuis janvier 2019	1037
5.4.3.	Les habilitations légales	1038
5.4.3.1.	Les actions en matière de protection de l'environnement	1038
5.4.3.2.	L'aide aux victimes de violence dans le couple	1039
5.4.3.3.	La protection contre les discriminations	1039
5.4.3.4.	La protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel sur les lieux du travail	1040
5.4.3.5.	La protection des personnes vulnérables	1040
5.4.3.6.	Les autres domaines	1041
<b>CHAPITRE 132</b>	<b>LA SIGNIFICATION DES ACTES</b>	<b>1043</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>1043</b>
<b>PARTIE 21</b>	<b>LA FISCALITÉ DES ASBL</b>	<b>1045</b>
<b>CHAPITRE 133</b>	<b>LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE</b>	<b>1047</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>1047</b>
<b>2.</b>	<b>L'assujettissement des ASBL à la T.V.A.</b>	<b>1047</b>
2.1.	Une taxe sur la plus-value	1047
2.2.	L'assujetti à la T.V.A.	1048
2.2.1.	Général	1048
2.2.2.	La gratuité	1048
2.2.3.	Le caractère habituel de l'activité	1049
2.2.4.	Le caractère lucratif ou non lucratif	1049
2.2.5.	Les subventions	1049
2.3.	Les différentes catégories d'assujettis	1049
2.3.1.	Les assujettis ordinaires	1050
2.3.2.	Les assujettis mixtes	1050
2.3.3.	Les assujettis exemptés	1051
2.3.4.	Les non-assujettis	1051
2.3.5.	L'unité T.V.A.	1052
2.4.	Les petites associations	1052
2.5.	La base de calcul de la T.V.A.	1054
<b>3.</b>	<b>Les exemptions</b>	<b>1054</b>
3.1.	Les caractéristiques générales	1054
3.1.1.	Une énumération limitative	1054
3.1.2.	Le caractère non facultatif de l'exemption	1054
3.1.3.	L'exemption sur les opérations de sortie	1054
3.1.4.	Les opérations accessoires des ASBL exemptées	1055
3.1.5.	La double condition	1055
3.1.6.	La reconnaissance par l'autorité compétente	1056



3.1.7.	Les obligations administratives	1056
3.1.8.	Les cafétérias	1056
3.2.	Les services rendus aux membres	1057
3.3.	Le groupement autonome de personnes	1058
3.4.	Les établissements de soins	1060
3.5.	Le transport de malades et de blessés	1061
3.6.	Les services d'aide	1061
3.6.1.	Général	1061
3.6.2.	Les organismes pour personnes âgées	1062
3.6.3.	Les crèches et les pouponnières	1062
3.6.4.	Les institutions pour la jeunesse	1063
3.6.5.	Les organismes d'aide familiale	1064
3.6.6.	Les services d'aide aux personnes handicapées	1065
3.7.	Les associations sportives	1065
3.8.	Les établissements d'enseignement	1067
3.8.1.	Les exemptions	1067
3.8.2.	Les activités accessoires	1068
3.8.3.	La notion d'enseignement	1068
3.8.4.	La notion de formation ou de recyclage professionnel	1068
3.8.5.	L'absence de but de lucre	1069
3.8.6.	Le lien de subordination	1069
3.8.7.	La formation socioculturelle	1069
3.8.8.	Les autres organismes	1070
3.8.9.	Les mini-entreprises	1070
3.8.10.	Les entreprises de formation par le travail	1070
3.9.	Les prestations d'orientation scolaire ou familiale	1071
3.10.	Les locations de disques, cassettes, etc.	1071
3.11.	Les associations exploitant un musée, un monument ou un site	1071
3.12.	Les conférences et les spectacles	1072
3.12.1.	Les exemptions	1072
3.12.2.	Les définitions	1073
3.12.3.	La problématique des artistes	1073
3.12.4.	Les conditions d'exemption des prestations artistiques	1074
3.13.	Les manifestations publiques	1074
3.14.	Les autres activités exemptées de la T.V.A.	1075
<b>4.</b>	<b>Les biens et les services livrés par les organismes à caractère social</b>	<b>1075</b>
<b>5.</b>	<b>Les subsides</b>	<b>1076</b>
<b>6.</b>	<b>Les obligations administratives</b>	<b>1076</b>
6.1.	Les assujettis exemptés	1076
6.2.	L'immatriculation	1076
6.3.	L'identification à la T.V.A.	1077

6.4.	Les principales obligations des assujettis à la T.V.A.	1077
<b>7.</b>	<b>Les opérations transfrontalières</b>	1079
7.1.	Général	1079
7.2.	La localisation des prestations de services	1079
7.3.	Les exceptions	1079
7.3.1.	Les transports	1080
7.3.2.	Les services culturels, artistiques, sportifs, scientifiques, éducatifs et de divertissement	1080
7.4.	Les déclarations à la T.V.A.	1080
<b>8.</b>	<b>L'organisation d'évènements sportifs</b>	1080
<b>CHAPITRE 134 LA TAXE COMPENSATOIRE DES DROITS DE SUCCESSION</b>		1081
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	1081
<b>2.</b>	<b>Les associations soumises à la taxe</b>	1081
<b>3.</b>	<b>L'assiette de la taxe</b>	1082
<b>4.</b>	<b>Les biens non soumis à la taxe</b>	1084
<b>5.</b>	<b>Les liquidités et le fonds de roulement</b>	1084
<b>6.</b>	<b>L'enseignement et les ASBL de gestion patrimoniale</b>	1085
6.1.	L'enseignement	1085
6.2.	Les ASBL de gestion patrimoniale	1085
<b>7.</b>	<b>Les biens conditionnels</b>	1086
<b>8.</b>	<b>Les libéralités</b>	1086
<b>9.</b>	<b>La dissolution</b>	1086
<b>10.</b>	<b>L'évaluation des biens</b>	1087
<b>11.</b>	<b>Le taux d'imposition</b>	1088
<b>12.</b>	<b>La déclaration</b>	1088
<b>CHAPITRE 135 L'IMPÔT DES PERSONNES MORALES</b>		1089
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	1089
<b>2.</b>	<b>Les ASBL assujetties à l'I.P.M.</b>	1089
2.1.	Un impôt particulier	1089
2.2.	L'intention première du législateur	1090
2.3.	Les ASBL concernées	1090
2.3.1.	La notion d'« exploitation »	1091
2.3.2.	La notion de « se livrer à des opérations à caractère lucratif »	1091
2.4.	Les catégories d'ASBL soumises à l'I.P.M.	1093
2.4.1.	Les ASBL qui n'exercent aucune activité lucrative	1094

2.4.2.	Les opérations autorisées	1095
2.4.2.1.	Général	1095
2.4.2.2.	Les opérations isolées ou exceptionnelles	1095
2.4.2.3.	Les opérations de gestion du patrimoine de l'association	1095
2.4.2.4.	Les opérations ne mettant pas en œuvre des méthodes industrielles ou commerciales	1096
2.4.2.5.	Les opérations industrielles ou commerciales accessoires	1097
2.4.3.	Les secteurs privilégiés	1099
2.4.3.1.	Un assujettissement de plein droit	1099
2.4.3.2.	Les associations concernées	1100
2.4.3.3.	Le caractère exclusif ou principal de l'activité	1102
2.4.4.	Les associations assimilées	1103
2.4.5.	La défense des intérêts professionnels des membres	1103
2.5.	Quelques situations particulières	1104
2.5.1.	Les organismes d'expansion économique et sociale	1104
2.5.2.	Les ASBL de gestion de patrimoine	1104
2.5.3.	Les associations d'intérêt général	1104
2.6.	Quelques litiges opposant une ASBL et l'administration fiscale	1105
2.6.1.	La réalisation de travaux immobiliers et de réparation mécanique	1105
2.6.1.1.	L'objet social de l'association	1105
2.6.1.2.	La thèse de l'administration	1105
2.6.1.3.	La position de la Cour d'appel	1105
2.6.2.	L'exploitation d'un débit de boissons	1106
2.6.3.	L'exploitation d'un restaurant	1107
2.6.4.	L'exploitation d'un manège	1107
2.6.5.	Les courses de chevaux	1108
2.6.6.	L'instauration d'un centre de documentation	1108
2.6.7.	L'ASBL Magasin du Monde Oxfam	1109
<b>3.</b>	<b>Le précompte immobilier</b>	<b>1109</b>
3.1.	Le principe	1109
3.2.	L'exonération du précompte immobilier	1110
3.2.1.	Général	1110
3.2.2.	L'absence de but de lucre	1110
3.2.3.	L'affectation de l'immeuble	1111
3.2.3.1.	Les activités qui permettent l'exonération	1111
3.2.3.2.	L'affectation directe ou indirecte	1111
3.2.3.3.	Le contribuable	1112
3.2.3.4.	L'exercice d'un culte public ou l'assistance morale laïque	1113
3.2.3.5.	L'enseignement	1114
3.2.3.6.	Les hôpitaux, cliniques, dispensaires et maisons de repos	1116

3.2.3.7.	Les homes de vacances pour enfants ou personnes pensionnées	1117
3.2.3.8.	Les œuvres analogues de bienfaisance	1117
3.3.	La date d'exonération du précompte	1118
3.4.	Les formalités	1119
<b>4.</b>	<b>L'imposition des autres revenus</b>	<b>1119</b>
4.1.	Les revenus des propriétés	1119
4.1.1.	Les biens situés à l'étranger	1119
4.1.2.	Les biens situés en Belgique et donnés en location	1120
4.1.3.	Les exemptions	1120
4.1.4.	Les autres revenus	1120
4.2.	Les plus-values	1121
4.2.1.	La notion de « plus-value »	1121
4.2.2.	La plus-value sur les immeubles non bâtis	1121
4.2.3.	La plus-value sur les immeubles bâtis	1121
4.2.4.	Les plus-values sur participations importantes	1122
4.3.	Les revenus mobiliers	1122
4.3.1.	Les revenus encaissés ou recueillis directement à l'étranger et les revenus d'origine belge attribués ou mis en paiement sans retenue de précompte	1122
4.3.2.	La location de biens mobiliers garnissant des habitations, chambres ou appartements meublés	1123
4.3.3.	Les autres revenus de location ou concession de biens mobiliers	1124
4.4.	Les pensions et les cotisations pour pensions	1124
4.5.	Les dépenses non justifiées	1124
4.6.	Les fiches fiscales	1125
4.6.1.	Les travailleurs indépendants	1125
4.6.2.	Les travailleurs salariés	1126
4.6.3.	Les administrateurs et liquidateurs	1126
4.6.4.	Les formalités	1127
4.6.5.	Les renseignements	1127
<b>5.</b>	<b>L'impôt des sociétés</b>	<b>1128</b>
<b>6.</b>	<b>Le droit d'accès et les pouvoirs d'investigation</b>	<b>1128</b>
<b>7.</b>	<b>La déclaration fiscale</b>	<b>1128</b>
<b>CHAPITRE 136</b>	<b>LA RÉDUCTION D'IMPÔT POUR LES LIBÉRALITÉS FAITES AUX ASBL</b>	<b>1129</b>
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	<b>1129</b>
<b>2.</b>	<b>Les montants déductibles</b>	<b>1129</b>
<b>3.</b>	<b>Les organismes agréés</b>	<b>1130</b>
3.1.	Les institutions désignées par la loi	1130

3.2.	Les institutions agréées par décision ministérielle	1131
<b>4.</b>	<b>Les conditions d'agrément</b>	1131
4.1.	Les conditions générales	1131
4.2.	Les conditions particulières	1131
<b>5.</b>	<b>L'agrément</b>	1132
5.1.	La durée de l'agrément	1132
5.2.	La demande d'agrément	1132
5.3.	Les documents à joindre	1133
<b>6.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions de recherche scientifique</b>	1134
6.1.	Les institutions visées	1134
6.2.	Les activités	1134
6.3.	L'agrément	1134
<b>7.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui assistent les victimes de la guerre</b>	1134
7.1.	Les institutions visées	1134
7.2.	Les activités	1135
7.3.	L'agrément	1135
<b>8.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui assistent les handicapés, les personnes âgées, les mineurs d'âge protégés ou les indigents</b>	1135
8.1.	Les institutions visées	1135
8.2.	Les activités	1135
8.3.	L'agrément	1136
<b>9.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui assistent les pays en développement</b>	1136
9.1.	Les institutions visées	1136
9.2.	Les activités	1136
9.3.	L'agrément	1136
<b>10.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions culturelles</b>	1137
10.1.	Les institutions visées	1137
10.2.	Les activités	1137
10.3.	L'agrément	1137
<b>11.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui viennent en aide aux victimes de calamités</b>	1138
<b>12.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions de conservation de la nature et de protection de l'environnement</b>	1138
12.1.	Les institutions visées	1138
12.2.	Les activités	1138
12.3.	L'agrément	1138

<b>13.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui aident les victimes d'accidents industriels majeurs</b>	1139
13.1.	Les institutions visées	1139
13.2.	Les activités	1139
13.3.	L'agrément	1139
<b>14.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites</b>	1139
14.1.	Les institutions visées	1139
14.2.	Les activités	1140
14.3.	L'agrément	1140
<b>15.</b>	<b>Les particularités prévues pour les institutions de développement durable</b>	1140
15.1.	Les institutions visées	1140
15.2.	Les activités	1140
15.3.	L'agrément	1141
<b>16.</b>	<b>Les particularités prévues pour les refuges</b>	1141
16.1.	Les institutions concernées	1141
16.2.	Les activités	1141
16.3.	L'agrément	1141
<b>17.</b>	<b>La délivrance des attestations</b>	1141
17.1.	Les conditions de délivrance	1141
17.2.	Les exigences formelles	1142
17.3.	La communication des données	1142
17.4.	La délivrance d'attestations pour des dons destinés à d'autres associations	1143
<b>18.</b>	<b>Les dons non déductibles</b>	1144
18.1.	Les dons en nature	1144
18.2.	Les collectes	1144
18.3.	Les fausses libéralités	1144
18.4.	Les dons collectifs	1144
<b>19.</b>	<b>Le report de la libéralité à l'année suivante</b>	1145
<b>20.</b>	<b>Les renseignements complémentaires</b>	1145
<b>PARTIE 22 LES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ</b>		1147
<b>CHAPITRE 137 LE DOSSIER DE L'ASBL</b>		1149
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	1149
<b>2.</b>	<b>Le lieu où est tenu le dossier</b>	1149
<b>3.</b>	<b>Le contenu du dossier</b>	1149
3.1.	Les pièces déposées lors de la constitution	1150

3.2.	Les pièces à déposer ultérieurement	1151
<b>4.</b>	<b>Le dépôt des pièces</b>	1153
<b>5.</b>	<b>Les exigences relatives aux actes déposés</b>	1154
5.1.	Les conditions formelles	1154
5.2.	L'obligation d'identification de l'ASBL	1154
5.3.	La signature des actes déposés	1155
5.4.	Les erreurs contenues dans les actes déposés	1155
<b>6.</b>	<b>Le dépôt de l'acte ou de l'extrait de l'acte</b>	1155
<b>7.</b>	<b>L'accès au dossier</b>	1155
<b>8.</b>	<b>Le transfert du dossier</b>	1156
<b>9.</b>	<b>Quelques formalités faites en double exemplaire</b>	1156
9.1.	La création de l'ASBL	1156
9.2.	Les modifications ultérieures des statuts	1156
<b>CHAPITRE 138 LES PUBLICITÉS AUX ANNEXES DU MONITEUR BELGE</b>		1157
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	1157
<b>2.</b>	<b>Les actes à publier</b>	1157
<b>3.</b>	<b>Les conditions formelles</b>	1160
<b>4.</b>	<b>L'objet ou les objets de la publication</b>	1160
<b>5.</b>	<b>Les frais de publication</b>	1161
<b>6.</b>	<b>Le délai de publication</b>	1161
<b>7.</b>	<b>L'opposabilité des actes publiés</b>	1161
<b>CHAPITRE 139 LES FORMULAIRES</b>		1163
<b>1.</b>	<b>Aperçu</b>	1163
<b>2.</b>	<b>Le formulaire I</b>	1163
2.1.	La création de l'ASBL	1163
2.2.	Le volet B du formulaire I (à destination du <i>Moniteur belge</i> )	1163
2.3.	La signature du volet B	1163
<b>3.</b>	<b>Le formulaire II (à destination de la BCE)</b>	1163
<b>4.</b>	<b>Le volet C des formulaires I et II</b>	1164
<b>5.</b>	<b>Le nombre d'exemplaires</b>	1165
<b>6.</b>	<b>Les publications bilingues</b>	1165

<b>CHAPITRE 140</b>	<b>LE DÉPÔT DES COMPTES À LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE</b>	1167
1.	<b>Aperçu</b>	1167
2.	<b>Les pièces à déposer</b>	1167
3.	<b>Le délai pour déposer</b>	1167
4.	<b>Le mode de dépôt</b>	1167
4.1.	Le dépôt d'un fichier structuré	1167
4.2.	Le dépôt d'un fichier PDF	1168
5.	<b>L'acceptation des documents déposés</b>	1168
6.	<b>La communication des documents par la BNB</b>	1169
7.	<b>Les frais de dépôt</b>	1170
7.1.	Les tarifs 2019	1170
7.2.	Les tarifs selon l'arrêté royal du 29 avril 2019	1170
8.	<b>Le paiement des frais de dépôt</b>	1170
<b>CHAPITRE 141</b>	<b>LA DÉCLARATION UBO</b>	1171
1.	<b>Aperçu</b>	1171
2.	<b>Les raisons de l'instauration d'un registre</b>	1171
3.	<b>Les personnes disposant du pouvoir de contrôle</b>	1171
4.	<b>Les obligations</b>	1172
5.	<b>Les informations à transmettre au registre UBO</b>	1173
6.	<b>Les sanctions</b>	1174
<b>CHAPITRE 142</b>	<b>LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL</b>	1175
1.	<b>Aperçu</b>	1175
2.	<b>Les dispositifs légaux</b>	1175
3.	<b>La notion de « données à caractère personnel »</b>	1175
4.	<b>L'utilisation des données contenues dans le dossier de l'ASBL tenue au greffe du tribunal de l'entreprise</b>	1176
<b>ANNEXES – LES MODÈLES D'ACTES</b>		1179
1.	<b>Acte constitutif – Statuts – Désignation des administrateurs, des personnes chargées de la représentation générale et de la gestion quotidienne</b>	1179



2.	Modèle d'acte de nomination d'administrateurs (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1200
3.	Modèle d'acte de nomination de personnes chargées de la représentation générale (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1201
4.	Modèle d'acte de nomination de la personne ou des personnes chargées de la gestion journalière (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1202
5.	Modèle d'acte de cessation de fonction d'un administrateur (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1203
6.	Modèle d'acte de cessation de fonction (révocation) d'un administrateur (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1203
7.	Modèle d'acte de nomination d'un membre d'un organe de représentation (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1204
8.	Modèle d'acte de cessation de fonction d'une personne membre d'un organe de représentation (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1204
9.	Modèle d'acte de décision de dissolution volontaire de l'ASBL et de désignation du liquidateur (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1205
10.	Modèle d'acte de cessation de fonction d'un liquidateur (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1206
11.	Modèle d'acte de cessation de fonction (révocation) d'un liquidateur (à déposer au greffe du tribunal de l'entreprise)	1206
12.	Modèle de convocation à l'assemblée générale	1207
13.	Modèle de procuration	1208
14.	Modèle de procès-verbal de l'assemblée générale du ... prononçant la dissolution de l'ASBL	1208
	<b>TEXTES LÉGISLATIFS</b>	1211
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	1213
	<b>Registre alphabétique</b>	